RÉVOLUTION

QUÉBÉCOISE

numéro deux - volume un
octobre mil neuf cent soixante-quatre
cinquante cents

10.00

@24442

SOMMAIRE

octobre 1964

RÉVOLUTION QUÉBECOISE

revue politique
paraît le quinze
de chaque mois

secrétariat et service d'abonnement:
3009 Maplewood, appt. 11, Montréal.

bureau, du lundi au vendredi:
de 2 à 5 et de 7 à 10 p.m.
Tél.: RE 9-4373

directeur: pierre vallières
secrétaire à la rédaction: charles gagnon

distributeur: Agence de distribution populaire,
1130 est, rue Lagauchetière, Montréal.
Tél.: 523-1182

prix: 50 cents. 12 numéros: $5.00 (étudiants: $3.00)

Les oubliés de Mont-Laurier

par pierre vallières

Il y a **14 mois,** le 29 août 1963, 80 employés de la Bellerive Veneer and Plywood, de Mont-Laurier se mettaient en grève, après plusieurs semaines de négociations inutiles avec leur employeur, une famille de médecins canadiens-français. Depuis ce jour, la puissance du capital a réussi à les maintenir dans la rue en se substituant à la loi qui, pourtant, a publiquement donné raison aux grévistes. Faut-il croire que les lois ne peuvent rien contre l'argent? C'est l'impression qui se dégage du conflit de Mont-Laurier auquel personne ne songe au Québec, actuellement, si ce n'est une poignée de dirigeants syndicaux directement impliqués dans la lutte quasi-désespérée que ces hommes livrent seuls contre le patronat.

Le crime de se syndiquer

Tout a débuté le jour où les employés de la Bellerive Veneer and Plywood se formèrent en syndicat, en mai 1963. Les propriétaires de l'usine s'empressèrent aussitôt d'aller chercher un spécialiste de la lutte anti-syndicale, afin que cet expert — en l'occurrence M. Lucien Tremblay — les délivre de l'obligation d'avoir à négocier d'homme à homme avec leurs employés.

Tremblay s'installa donc dans l'usine, réussit à arracher quelques signatures et signa une convention collective préparée par les patrons. Deux mois plus tard, cependant, la Commission des relations ouvrières (C.R.O.) disqualifia le syndicat de boutique et reconnut légalement le Syndicat national des travailleurs de bois ouvré de Mont-Laurier, affilié à la C.S.N., comme le **seul** agent négociateur des employés de la compagnie présidée par M. Toussaint Lachapelle. (Ce dernier est décédé récemment; on ignore cependant si son fils va accepter finalement de rencontrer les représentants du Syndicat).

Mais, méprisant les dispositions de la loi des Relations ouvrières, les propriétaires de la Bellerive refusèrent de négocier avec le syndicat reconnu par la C.R.O. et les travailleurs furent acculés le 29 août 1963 à se mettre en grève pour défendre, devant l'opinion publique, leur droit de libre association et de négociations.

Paix publique et briseurs de grève

C'est alors qu'avec la complicité des autorités, les patrons réussirent à obtenir de la Cour une injonction interdisant tout piquetage. Les grévistes se replièrent dans la salle paroissiale où ils furent soumis à d'incessantes provocations. Au mois d'octobre, Lucien Tremblay annonça publiquement que "la grève était finie, que la Bellerive rouvrait ses portes et qu'une convention collective avait été signée (1).

"L'incident étant clos", l'expert en lutte anti-syndicale invita les grévistes à reprendre le travail sans condition. Aucun gréviste ne répondit à l'appel mais, la compagnie ayant réussi à recruter des briseurs de grève parmi les chômeurs ruraux des campagnes environnantes, le travail reprit à l'usine. Bénéficiant de la radio locale, Lucien Tremblay proclama bien haut sa victoire sur le syndicat affilié à la C.S.N. Des incidents éclatèrent. Une vingtaine de grévistes allèrent en prison, pour "avoir troublé la paix publique".

Mais le conflit poussa d'autres travailleurs de Mont-Laurier à se syndiquer "au plus sacrant" et les grévistes de la Bellerive trouvèrent de plus en plus d'appuis dans la population de Mont-Laurier, qui commençait à comprendre.

Toutefois, après 14 mois de lutte, les grévistes de la Bellerive ne sont pas plus avancés qu'au début. La loi qui leur a donné raison ne leur a servi à rien concrètement. La loi du plus fort joue contre eux et le gouvernement n'est intervenu que par un petit bout de papier inefficace. Les grévistes de Mont-Laurier devront-ils attendre 20 ans pour avoir de nouveau un emploi et de quoi vivre convenablement? Vont-ils résister indéfiniment? Ils n'ont pas le choix. Ou bien, ils se constituent de nouveau esclaves et acceptent que leurs employeurs leur dictent et leur imposent le choix du syndicat le plus susceptible de faire réaliser des profits à la compagnie en payant les employés le moins cher possible et en ne leur offrant aucune sécurité; ou bien ils continuent de **patienter**, s'associant en cela aux milliers de chômeurs du Québec qui attendent, depuis des années, que la "révolution tranquille" leur procure enfin un emploi et un minimum d'aisance.

Pourquoi ne font-ils pas la révolution ? Tout simplement parce qu'ils n'en ont pas les moyens actuellement et parce qu'ils sont seuls, isolés des autres exploités du Québec, privés d'une organisation qui les rassemblerait dans un combat à finir contre le capitalisme.

Ce mouvement de masse naîtra-t-il un jour? Il faudra bien qu'il naisse pour que cessent ces multiples luttes sans issue que mènent un peu partout les salariés du Québec, pour que cessent aussi ces cataplasmes, ces solutions partielles et provisoires, ces minimes augmentations de salaire (cf. le dernier règlement chez Dupuis Frères), ces petits bonbons que l'on donne aux ouvriers pour acheter leur résignation.

Il faut que la leçon du conflit de Mont-Laurier, comme celle des autres conflits ouvriers, comme celle du chômage chronique, comme celle de l'insécurité permanente, soit bien comprise et mise en pratique : qu'elle aboutisse un jour à un soulèvement des masses contre le pouvoir financier et politique qui les opprime. Toutes les grèves qu'a connues le Québec n'atteindront leur objectif véritable qu'à travers une révolution (2). ■

---

(1) Sur 200 employés, 120 avaient adhéré au syndicat de boutique par peur d'être congédiés. 80 seulement ont risqué la grève, le 29 août 1963.

(2) Les grévistes de Mont-Laurier sont condamnés à la famine. Seulement 2 moulins à scie pourraient les employer, s'ils étaient plus considérables. Les propriétaires de la Bellerive, qui leur refusent l'emploi, contrôlent pratiquement toute la ville et exercent une véritable dictature économique qui s'étend jusqu'à la "régie" des salaires dont la moyenne hebdomadaire à Mont-Laurier ne dépasse guère 50 dollars.

Les difficultés auxquelles les travailleurs de Mont-Laurier font face rappellent aussi celles des travailleurs de St-Tite de Champlain, qui font aussi la grève pour tenter de faire admettre l'existence de leur syndicat aux propriétaires de l'une des plus importantes entreprises de leur village.

Les exploités du textile

par claude ménard

L'histoire du coton a mauvaise odeur : elle a l'odeur des esclaves du sud des Etats-Unis. Retracer de façon exhaustive l'histoire de l'industrie du coton au Québec exigerait en parallèle, une étude approfondie de cette autre catégorie d'esclaves : les travailleurs du textile. Notre pays s'est spécialisé dans cette production, à tel point qu'il a exporté ses esclaves vers les usines de coton de l'Ontario et de la Nouvelle-Angleterre.

L'ouvrier du textile a une histoire violente : tous ses gains importants sont sortis de luttes, de grèves.

Dès 1904-1906, les grévistes revendiquent salaires et meilleures conditions de travail, en dépit des attaques de la "Police Montée". Après enquête, le jeune Mackenzie King est scandalisé par l'exploitation dont ils sont victimes.

En 1937, la DOMINION TEXTILE congédiait 500 employés à Sherbrooke, et sa caricature, la MONTREAL COTTONS, en faisait autant à Valleyfield, sous prétexte qu'elles étaient écrasées par la compétition japonaise. Une enquête menée par le ministre Turgeon (1) révéla une vaste fraude patronale en vue d'obtenir des subsides gouvernementaux pour augmenter encore des profits déjà immenses. Les ouvriers avaient payé chèrement le jeu de chantage de la compagnie.

De 1942 à 1946, un syndicalisme bien organisé s'installe, à la faveur d'une guerre qui consomme aussi du coton. Contre "les pirates de la rue St-Jacques et de Wall Street" (2), les ouvriers se structurent et déclenchent en 1946, à Montréal et à Valleyfield, la grève qui sera pour eux une lutte très importante. Exploités pendant la guerre, ils réclamaient ce que les politiciens leur avaient promis "après le jour de la victoire alliée". Le 13 août, le pouvoir politique, de collusion avec la haute finance, lançait "sa meute de chiens", la Police Provinciale, contre les grévistes. Le 13 août, les combats durent de sept heures a.m. à six heures p.m. à Valleyfield. Malgré ses bombes lacrymogènes, ses garcettes et ses armes, la P.P. doit se réfugier dans la maison des gardes de la compagnie ; malgré les arrestations des chefs ouvriers (que défendirent ensuite, entre autres, Mes Jacques Perreault et Roger Ouimet) dont Madeleine Parent (2a), les forces de l'ordre étaient battues, le pouvoir politico - financier humilié. Les 6,000 employés du textile de Valleyfield signèrent le 29 novembre 1946, le premier contrat obtenu depuis la fondation de la compagnie, 75 ans auparavant.

Quatre ans plus tard, les financiers et les politiciens déclenchaient une autre offensive. Après avoir tenté de saboter le syndicat en accusant ses chefs de "communisme", le pouvoir pousse les ouvriers à la grève, seul instrument efficace de leurs revendications. Pendant trois mois, en 1952, les ouvriers luttent intensément malgré les nouvelles arrestations, jusqu'au moment où leur fédération syndicale, de collusion avec les patrons, les trahit (comme nous l'analyserons plus loin). Vaincus, les ouvriers durent accepter un contrat qui permit à la compagnie de leur faire accomplir le même travail en réduisant leur nombre de moitié (de 6,000 h. à 3,000 h.)

Battus par leur fédération internationale, les ouvriers du textile ont déplacé depuis 1956 le centre de leurs revendications de Valleyfield vers Magog, de l'Union des Ouvriers Unis du Textile d'Amérique vers la C.S.N. Mais cela, ce n'est pas encore de l'histoire passée.

La loi du profit maximum

"La Compagnie pense aux profits, pas aux humains. Elle ne veut même pas entretenir ses machines. Les weavers (métiers) sont tous crottés. Elle veut le plus de profit possible le plus vite possible". M. L., ouvrier de l'atelier de tissage.

Des japonaiseries

Soucieuse de son seul profit, l'industrie du textile du Québec méprise éperdument la sécurité d'emploi due aux ouvriers. Nous avons rappelé comment en 1952, elle utilisa toutes ses ressources pour obtenir finalement le renvoi de la moitié de ses employés, se servant du plan boni (cf. plus loin) pour confier à 3,000 h. ce que 6,000 devaient auparavant accomplir. Une autre histoire nous éclaire sur cette politique toujours vivante de la Cie. En 1936, la Montreal Cottons congédiait environ 500 employés à Valleyfield, et la Dominion Textile fermait l'usine de Sherbrooke (3), sous prétexte que les mesures gouvernementales favorisaient l'entrée au pays des textiles japonais. Une com-

mission royale décela les vrais mobiles : l'addition de nouvelles machines à Sherbrooke avait accéléré la production et accumulé des stocks, de sorte que l'usine d'impression (Magog) n'arrivait plus à les absorber. La seule loi du profit immédiat jouant, la Cie congédia ses employés, pour les rappeler deux semaines plus tard : les ouvriers payèrent pour un manque d'organisation au niveau de la direction. A ce sujet les conclusions de la Commission royale d'enquête furent formelles. (4) Ce qui n'a pas empêché la Cie depuis ce temps, d'entretenir soigneusement auprès des ouvriers le mythe de "l'invasion japonaise", mythe qui justifie de nombreux renvois. Ce mépris de la sécurité d'emploi continue de jouer : à la suite des hausses de salaire dans la dernière convention collective, Monsieur L., employé à la Montreal Cottons (Valleyfield) m'a rapporté plusieurs cas de renvois non fondés. Ce que la Cie donne en argent, elle le retire en diminuant le personnel.

Les profits

Cette politique concertée explique d'ailleurs un phénomène étrange : depuis 1956, les profits de la compagnie ont suivi une courbe de croissance relativement constante et ce malgré les grands cris de détresse des administrateurs quant à la "crise du textile". Monsieur J. R. Ouellet, directeur professionnel de la Fédération Canadienne des Travailleurs du textile (C.S.N.), nous l'affirment carrément: "ce sont les ouvriers qui ont payé la crise du textille".

Dès 1936, le rapport Turgeon révélait des profits de l'ordre de 150% par an ; le rapport précisait en plus que la Cie, ne déclarant pas exactement ses réserves et par conséquent, évitant l'impôt, avait une marge de profits cachés encore beaucoup plus grande. En quatre années de guerre (40-44), la Montreal Cottons a réalisé des profits nets de l'ordre de $27,000,000., tout en gardant ses salaires à une moyenne de $18.72 par semaine.

En 1964, lors de la convention collective de juin, la C.S.N. s'est livrée à de savants calculs sur cette loi du profit maximum à brève échéance. A partir des profits avoués par la Cie pendant les quatre dernières années (Rapport aux actionnaires — 1963), et en supposant un brusque arrêt du taux de croissance des ventes, les calculs de la C.S.N. révélaient quand même pour la Dominion Textile les profits nets suivants: 1964: $10,800,000. 1965 : $11,793,000. 1966 : $12,873,-000. Quelques mois plus tard, le rapport de la même compagnie révélait des ventes dépassant les chiffres prévus, soit pour un montant net de $151,-585,406. représentant des bénéfices nets d'exploitation supérieurs aux $10,800,000. prévus.

Une main-d'oeuvre à bon marché

Dans l'industrie québécoise du textile, la courbe des salaires demeure stagnante. Pourtant améliorée par les grandes luttes syndicales d'après-guerre, la situation actuelle n'est guère rose. Lors de la dernière convention, les chefs syndicaux déclaraient les salaires hebdomadaires des ouvriers du textile inférieurs de $20.00 en moyenne à ceux des autres grandes industries québécoises. Pendant la durée du contrat collectif 1962-64, les salaires des débutants étaient de $0.94 de l'heure. Il ne faudrait pas s'étonner si un préposé à l'entretien gagne $41.00 (net) pour une semaine de 40 heures, si J. P. n'obtenait que $45.00 (brut) pour la même période, et si P. affirme devoir travailler chaque semaine de 58 à 60 heures pour soutirer de la Montreal Cottons les $85., dont il a besoin. Conscients de la pauvreté des salaires, ils en souffrent, mais depuis 1952, ils ont appris à se taire.

Les grands moyens: le système de boni

Comment la Compagnie réussit-elle à maintenir des salaires aussi bas ? Comment, malgré les grandes fluctuations de ses ventes, a-t-elle pu conserver une courbe de profit relativement croissante ? et ce en dépit de la hausse constante des salaires ? On a réussi ce tour de force sur le dos des ouvriers, grâce à la convention (trahison) de 1952, établissant le fameux **plan de boni.**
Ce qu'il est.

"Les employés sur le plan de boni direct gagnent un boni en accomplissant un travail en un temps moindre que celui prévu pour la valeur de temps standard". "Les employés travaillant sur le plan de boni indirect gagnent des bonis en accomplissant un travail en un temps moindre que le temps alloué au groupe pour l'accomplir à une allure standard" (5) "de façon à fournir à l'employé moyen d'expérience . . . une assignation qui offre une opportunité de boni autour de 25%". Somme toute, le boni est le moyen par lequel l'ouvrier devrait pouvoir hausser sa paye de 25% environ, en se dépêchant un peu. Mais cela n'est pas si simple.

Son fonctionnement

Le cerveau organisateur de la Cie est le département des "standards", qui pense la production de façon idéale et se charge ensuite d'exiger méthodiquement, le maximum de production des employés. Prenons le cas d'un inspecteur de matériel qui a 26 gestes différents à accomplir. Le département divise l'opération totale en 26 éléments, puis un employé de la Cie vient chronométrer le temps nécessaire à chacun des 26 éléments de

l'opération : tant de secondes pour changer le matériel de place, tant de dixièmes de seconde pour presser le bouton de telle machine, etc. . . . Le département calcule ensuite le nombre de minutes pour l'ensemble des 26 éléments et, en fonction de toute la journée, évalue le total des opérations possibles. Cette moyenne constitue le temps standard. Le boni est calculé sur le travail accompli par l'employé au delà du temps standard, i.e. sur le nombre d'opérations supplémentaires qu'il peut remplir, soit en accélérant son travail, soit en se chargeant en même temps d'une autre tâche (ainsi monsieur P. accomplit actuellement dans l'atelier de tissage, une moyenne de 11 tâches à la fois).

L'exploitation de l'ouvrier

Ce système, on l'aura vite compris, en est un d'exploitation cynique de l'ouvrier. Par des allocations de temps personnel réduites, la Cie obtient de trois ouvriers le travail auparavant accompli par cinq et plus.

Le premier vice de ce procédé est de réduire à l'extrême limite ce qu'il est convenu d'appeler "l'allocation de fatigue", i.e. le temps moyen accordé au repos. Les usines de textile de la province accordent une moyenne théorique de 10% (pratique de 11.3%), comprenant le temps de manger, le temps de repos, le ralentissement de production dû à la fatigue, le temps de fumer, etc. . . . Pour conserver une moyenne standard (i.e. ne pas être renvoyé), l'employé doit donc en 48 minutes sur ses huit heures de travail, satisfaire tous ses besoins sans aucunement ralentir son rythme de production. Mais le vice est plus grand encore. Ces 48 minutes représentent pour l'employé une perte directe sur son boni (surtout dans les usines à opération continue), puisqu'il est alors payé d'après le temps standard. Au maigre salaire qui est sien il ne peut se permettre ce luxe. Il se contentera donc tout au plus de 15 ou 20 minutes par jour, utilisant le reste à une vitesse accélérée afin d'augmenter ses profits.

Le système de boni néglige aussi les éléments qui ralentissent l'ouvrier. Si les défauts de machines lui laissent un boni calculé d'après la moyenne, d'autres facteurs incontrôlables viennent réduire ses gains possibles : ainsi l'élévation du degré d'humidité, dû à une mauvaise régulation, rend le coton moins maléable, plus collant, de sorte que les fibres embourbent le métier, ralentissent considérablement la vitesse de l'appareil et diminuent proportionnellement le salaire du tisserand qui pourtant n'y est pour rien. Le département des standards exploite l'ouvrier en ne respectant pas ses temps de repos et sa fatigue, et néglige systématiquement des facteurs techniques, ravalant l'employé au niveau d'une mécanique dont chaque mouvement vaut tant d'argent.

Le plan boni pousse l'exploitation encore plus loin dans la pratique. Quelques ouvriers m'ont parlé de la façon dont le "temps moyen" accordé pour telle opération est calculé. — Lorsque le nouvel employé a quelques jours d'expérience, un vérificateur de la compagnie se présente à lui, chronomètre en mains. Le nouveau, craignant de perdre son travail s'il n'accomplit pas sa tâche assez rapidement, se met au boulot afin de donner bonne impression : il travaille du mieux qu'il peut, à un rythme accéléré. Le vérificateur chronomètre soigneusement le tout, établit une fiche : le temps moyen mis par telle personne à faire tel travail. Par la suite, le nouvel employé devra, s'il veut profiter du plan boni, dépasser en vitesse l'exploit qu'il a accompli en présence du représentant de la Cie. Et périodiquement de nouveaux vérificateurs viendront s'assurer qu'il dépasse bien la moyenne précédemment établie, tenant l'ouvrier dans un perpétuel état de tension. Somme toute, un seul moyen lui reste pour gagner un salaire décent : courir sans cesse, dépasser continuellement le zèle qu'il manifestait étant nouveau.

Désireux d'alléger cette tension continuelle, le syndicat a demandé à la Cie d'adopter un système européen, tenant compte de l'humidité, de la poussière, de la fatigue, etc... La Cie a refusé d'en discuter. Dans les usines de la D. T., la C.S.N. a alors demandé une allocation de repos supplémentaire, allocation que le syndicat pourrait distribuer entre les tâches les plus fatiguantes. Le 18 juin, Monsieur Ferguson de la Dominion Textile acceptait de céder 1% : "le Syndicat choisira les tâches à être revisées par ordre de préférence", écrivait-il. Ce que le syndicat fit sans tarder. Mais la Cie rejeta la liste proposée et distribua selon son bon vouloir, le 1% à tous les employés, allant jusqu'à suggérer de façon ridicule que le temps de repos de certaines tâches soit porté de 10.0% à 10.1%. On comprendra que cette façon d'agir n'a pas allégé le fardeau de l'ouvrier qui ne peut arrêter sa machine pour ces stupides 48 secondes/jour, représentant dans ce cas concret, 0.1% de la journée de travail. L'allocation supplémentaire ne devient ainsi que l'occasion d'un **très léger** gain pour l'ouvrier, qui continuera à travailler pendant ce 48 sec. en vertu du plan boni. "Si la Compagnie ne cède pas sur ce point, malgré ses promesses écrites, nous la dénoncerons publiquement" nous déclarait J. R. Ouellet.

En attendant le fameux système de boni a permis à cette compagnie (D.T.) et à sa soeur

(Montreal Cottons) de traverser la crise des années 55-59 sans fléchissement véritable dans ses profits : pour avoir sensiblement la même paye, les ouvriers ont dû augmenter leur production individuelle de 35 à 40% dans plusieurs cas. Dès le départ en effet, le plan boni est calculé après une réduction de 0.05 cents l'heure sur le taux de base : en d'autres mots, les premiers 20% gagnés en vertu du plan boni ne sont qu'une récupération du salaire initial. Or la convention prévoit une moyenne de gain par boni d'environ 25%. Les calculs à faire sont simples.

Une étude entreprise à la fin de 1958 par un syndiqué de Drummonville a révélé cette exploitation systématique de la productivité de l'ouvrier. L'étude consistait à comparer l'ancien système de paye et les salaires obtenus par le nouveau plan boni (contre lequel s'est faite la grande grève de 1952).

Nous en présentons quelques conclusions, car malgré leur aridité, ces chiffres nous semblent très révélateurs.

"En 1952, pour opérer 248 cardes, il en coûtait à la Cie $208.00 par 40 heures par équipe, soit 5 opérateurs x $1.04 x 40 heures = $208.00. Du 26 avril au 17 mai 1957 il en coûtait à la Cie $210.88 par 40 heures par équipe, soit 4 opérateurs x 1.318 x 40 heures = 210.88 . . . **autrement dit 4 opérateurs restés au service de la compagnie ont été obligé de se répartir le travail du 5e opérateur."** Ainsi l'augmentation de 0.06 cents l'heure obtenue en 56 ne coûte que 0.0144 cent l'heure par opérateur. "Si l'on tient compte de la part payée par la Cie pour chaque employé en ce qui concerne l'Assurance chômage, l'assurance groupe et la prime versée pour les accidents de travail, **il en coûte présentement (58) moins cher à la Cie** pour opérer 248 cardes **qu'il ne lui en coûtait en 1952,** même en dépit du fait qu'il y a eu augmentation générale de 0.06 heure au mois de juin 56". La même étude apportait des preuves identiques pour les autres secteurs de la production. Ainsi les taux par "hank", pour les "lap winders" ont été réduit de 0.2510/hank à 0..1777/hank grâce à une **diminution du personnel (de 5 à 3 opérateurs) pour le même nombre de machines,** ce qui représente une **réduction de 33.27% en faveur de la Cie,** grâce au plan boni et malgré l'augmentation de salaire. Un autre exemple : dans l'atelier de tissage le taux de production par 100,000 "picks" a connu des **réductions allant jusqu'à 44.54%.**

Sans allonger inutilement cette liste, il importe de souligner que ces réductions dans le coût de production ne résultaient pas de l'automation, mais d'une réduction du personnel qui, pour profiter du boni, accomplissait ainsi jusqu'à deux fois plus de travail. Ces données utilisées lors des négociations en vue de la convention collective signée en juin dernier, n'ont pas été contestées par la Cie. Elles prouvent que par l'exploitation dont ils ont été et sont encore objets, "les ouvriers ont payé la crise du textile" (Ouellet)

La condition de travailleur

La conséquence directe du plan boni est une nette multiplication des tâches accomplies par un seul. Cette attitude de la Cie prouve qu'il n'y a pas eu de réelle évolution dans ses rapports avec les ouvriers. Déjà en 1937 en effet, le rapport Turgeon dénonçait violemment ce cumul des tâches qui faisait de l'ouvrier le troisième facteur de la productivité, après l'employeur (ou le capital) et la machine (6). Les conclusions de 1937 valent plus que jamais depuis l'instauration systématique du plan boni dans les usines québécoises, à la suite de la trahison syndicale de 1952 (cf. plus loin). Les ouvriers que nous avons rencontrés en avaient nettement conscience. Mais leur défaite en présence des forces en place (politique, financière et syndicale) les a moralement écrasés ; l'agressivité collective qui caractérisait les ouvriers de Valleyfield par exemple, s'est résorbée dans un individualisme et une solitude difficiles à percer, pour les raisons que nous verront plus tard. Ajoutons que cette surcharge de travail se double fréquemment d'un surtemps : en vertu de la convention collective (1962-1964), les ouvriers sont "contractuellement" tenus d'accomplir les heures supplémentaires décrétés par la Cie: "rien de ce qui précède ne devra empêcher la compagnie de décréter des heures de travail plus longues et/ou des jours additionnels" (article 10c, page 31).

Un certain climat

Un des ouvriers qui accepta de m'informer de ses problèmes semblait avoir une idée fixe : il me parlait sans cesse de propreté et surtout de la couleur des murs. Il avait sa petite théorie sur le sujet : des murs s a l e s déprimaient l'ouvrier. Pourquoi ne pas rendre le travail de celui-ci intéressant? Pourquoi ne pas éclairer les pièces, les garder fraichement peinturées comme on le fait maintenant dans les écoles afin de favoriser le climat de travail ? Au début il me semblait que ce problème noyait l'essentiel dans les détails ; je croyais l'ouvrier victime de ces marottes qui touchent les gens d'un certain âge. En rencontrant d'autres personnes, je crois avoir compris l'importance des récriminations de L. La couleur des murs n'est qu'un détail, mais un détail extrêmement révélateur d'un **certain** climat qui règne dans le textile : un climat où l'ouvrier est réduit à sa productivité, sans aucune considération pour les conditions de travail qui rendraient sa tâche plus humaine. Les exemples en ce sens abondent : les r e p a s en sont un très éloquent aspect. Lors de la dernière convention collective (juin 1964), les quatre usines

représentées par la C.S.N. réclamèrent une demi-heure pour les repas. Une grande partie des ouvriers du textile ne prennent pas ce temps pour manger : le plan boni les incite à réduire toute dépense de temps afin de profiter d'une légère augmentation de salaire. A Valleyfield où règne le système d'opération continue, les machines n'arrêtent même pas. L. mange assis, souvent par terre, dans l'atelier de tissage, tout en surveillant les métiers. P. mange assis sur le sol, appuyé sur des camions, après avoir accéléré le rythme de son travail afin de regagner les quelques minutes nécessaires. (7) Il y a un certain temps, la compagnie avait aménagé une cafétéria : sciemment (le phénomène s'est répété dans plusieurs usines), elle l'a installée loin de la majorité des ouvriers. Ceux-ci devaient perdre de 10 à 15 minutes (sur 20) pour s'y rendre. Plutôt que de perdre quelques minutes sur le plan boni, ils cessèrent de la fréquenter, lui préférant la chaleur des machines à vapeur et des calorifères pour faire réchauffer leur nourriture. Lorsque la Dominion Textile voulut établir l'opération continue, la C.S.N. réclama "des locaux convenables avec équipement pour permettre la préparation de repas chauds, bien aérés, cenvenablement protégés, en nombre suffisants et localisés à des endroits convenant aux deux parties". Monsieur Charlebois, représentant patronal répondit que même si les ouvriers de l'atelier de tissage par exemple mangeaient sur place, il n'y avait là aucun inconvénient, les travaux de laboratoire ayant révélé le caractère "DIGESTIBLE" de la fibre de coton. De même la compagnie refusait d'allouer 7% de plus, soit 30 minutes d'allocation de temps personnel, pour le repas.

A cela devraient ajouter les dangers de machines et de bâtiments croulants, encore en service à cause du très grand conservatisme de la compagnie, même au niveau des investissements. A Valleyfield, dans l'usine de la Montreal Cottons, section "Old Mills", on a délibérément surchargé l'entrepôt de coton, malgré les recommandations expresses du surintendant des réparations, parce que c'était le seul moyen de mettre les employés sur le plan boni, si rentable. Dans l'atelier de tissage où les métiers automatiques ont des lisses qui rabattent jusqu'à 113 fois/minute, le contrecoup de ces métiers déplace le plancher de trois pouces. On s'est contenté de renforcer le tout par des poutres croisées, reliant le plancher et le plafond.

Condition de la femme

La femme qui, selon Madeleine Parent représente environ 35% du personnel, subit le traitement des hommes, sauf le travail de nuit dont elle est exempte. Elles oeuvrent debout, sans chaise, mangent où elles peuvent, utilisent souvent les mêmes toilettes "écoeurantes". En cas de maternité, aucune clause contractuelle ne garantit à la femme un congé et ne l'assure d'être reprise par la suite. Dans le plan d'assurance, la maternité est une MALADIE qui donne droit à six semaines d'absence (la plupart des autres maladies graves allant jusqu'à 13 semaines). Les femmes subissent dans l'usine les mêmes tensions et les mêmes procédés d'exploitation que les hommes, et pour des salaires tout aussi ridicules.

L'anonymat

La grande force de la compagnie, la cheville qui lui permet cette exploitation, c'est son caractère anonyme. P. me soulignait qu'il ne pouvait pas en vouloir à son "petit boss", un bon gars, mais soumis au surintendant lui-même dépendant d'un gérant qui remplit aveuglément les ordres d'actionnaires inconnus et tout-puissants. P. croyait que personne dans l'usine ne pouvait être blâmé : dès lors toutes les tentatives de résistance deviennent vaines. La compagnie le sait bien, et en profite largement. Quelques semaines plus tard nous retrouvions cette conclusion perspicace du rapport Turgeon, conclusion qui formule ce que P. ignorait: "Generally the administrator recognizes only one obligation, that which he has assumed towards his principal, towards his shareholder, be it himself as such as any other. His duty to the latter consists in securing the best possible returns on the capital entrusted to his management . . . He does not speak in his own name . . . anonymity answers all objections" . . . si l'ouvrier réclame, le gérant comprend mais se dégage de tout acte : les actionnaires eux, ne comprendraient pas. "He has but one object in mind : profit." (8).

Des relations humaines féodales

"La politique envers le personnel en est une de maître vis-à-vis l'esclave. Elle est rétrograde, moyennâgeuse, complètement réactionnaire" (J. R. Ouellet).

Le maître et l'esclave

La seule personne qui se charge des relations industrielles à la D. T. est un ancien gérant, valet de la compagnie. La D. T. procède par mesures disciplinaires envers ses 10,500 employés : en cas de faute on ne fait pas venir la personne afin de savoir ce qui ne va pas. On préfère une technique digne de celle du fouet quant à son esprit : la suspension de un à trois jours et, à la quatrième erreur annuelle, le renvoi. On régularise le travail par la menace, sans tenir compte de la situation individuelle (9). Ma-

deleine Parent, secrétaire du Conseil Canadien du Textile, s'expliquait la "direction foncièrement anti-sociale" de la Dominion Textile par le fait qu'il s'agit d'Ecossais exilés, très conservateurs, arriérés au plan des conceptions sociales et dénués de toute confiance dans le peuple canadien français. L'esprit de famille entre les ouvriers devient un "esprit de refus global et de haine" (G.C.) envers les grands patrons dont les ordres se contredisent de l'un à l'autre, toujours sur le dos de l'ouvrier, et sans qu'aucun n'ose assumer la responsabilité de ce grand tout anonyme que forment les actionnaires. L'ouvrier se résigne et ferme sa g . . ., sauf à la taverne et chez lui.

Les compagnies manifestent continuellement un refus de discuter ces problèmes avec les représentants ouvriers non achetés. Toutes les personnes rencontrées ont été à ce sujet d'une unanimité étonnante. La loi du plus fort régit le textile comme au beau temps de 1937: "The evidence shows that in its relation with the public and its employees, the leaders of the industry have maintained little regard for human relations. Laws of power appear to have dominated and directed the policy of the industry, rather than regard for justice" (10). Le 3-2-64, devant le conciliateur Lucien Pilon, le représentant patronal (Raymond Charlebois) de la D.T. lisait un texte révélateur de cette attitude encore existante, aussi en rapportons-nous ici de larges extraits, pour l'instruction du lecteur :

"Il nous serait beaucoup plus facile d'opérer sans restriction aucune puisque toute convention restreint nécessairement". Aussi la compagnie pourrait-elle refuser de négocier, en raison du principe suivant : "Avec pareille convention le propriétaire d'une compagnie ou son représentant n'aurait plus le pouvoir de gérer lui-même son entreprise d'une façon économique. Il lui faudrait le consentement non pas d'une seule personne, mais d'un groupe pour prendre les actions qui s'imposent surtout avec le personnel et nous savons tous comme **il est difficile de se mettre d'accord avec un groupe de gens . . .** En fin de compte il faut toujours qu'il y ait un chef, même dans les partis politiques il y a un chef ; comme gérants de l'entreprise, c'est notre responsabilité de décider non pas dans un domaine ou dans l'autre seulement, mais dans tous les domaines . . . " D'ailleurs la compagnie est prête à de profonds changements : "nous ne comprenons pas pourquoi ils veulent tellement changer la présente convention ; nous ne doutons pas que certaines clauses pourraient être **re-numérotées . . .** Evidemment nous ne voyons aucune objection à faire des **changements mineurs . . .** mais lorsque la situation a été relativement bonne (en effet : cf. tableau des profits de la compagnie), nous ne comprenons pas pourquoi ils veulent tout refaire et tout changer . . . Il y a des choses que nous aimerions voir changer nous aussi, **il y a des clauses dans la convention qui limitent nos actions et que nous aimerions voir éliminées".** Le tout évidemment avec sa part de chantage, genre "si - vous - haussez - les - salaires - nous - devrons - fermer - boutique": "Pourquoi ces changements et mettre l'une ou l'autre partie à la convention dans une situation où il lui faudrait prendre des mesures que certains pourrait nous amener et pour sauvegarder la situation économique . . . Nous ne sommes pas prêts toutefois à mettre notre compagnie dans une position où elle sera forcée de prendre des mesures pour assurer son maintien ou même aller jusqu'à déménager ses pénates ailleurs."

Cet irrespect de l'interlocuteur se manifeste à tous les paliers, y compris celui de la langue. Le textile est une industrie colonialiste jusqu'à la limite : tout s'y fait dans la langue du dominateur, l'anglais, au détriment de l'être culturel et social de ses serviteurs. La convention 1962-64 à Valleyfield commence ainsi : "Ce texte est une traduction de la version anglaise. Pour toutes fins d'interprétation, le texte anglais demeure la seule version officielle". La langue de l'ouvrier majoritaire se voit reléguée au niveau du folklore, un folklore délavé par les anglicismes de ce genre-ci : "Voici votre marque de commerce TEX-MADE. Son avenir est le vôtre. Ils dépendent tous deux sur la qualité" (depends on). C'est ce profond irrespect qui dicte toutes les attitudes de la compagnie, (D.T. ou M.C.L.) y compris le fameux article sur le non arrêt de travail : "L'Union convient que ni elle ni ses membres ne fomenteront, ni n'aideront, ni encourageront, ni ne participeront à une grève, ralentissement de production, arrêt de travail ou piquetage même paisible, et ce, **pour quelque raison que ce soit** durant l'existence du présent contrat." (11).

L'inféodation aux "Internationales" américaines

Les ouvriers du textile n'ont aucune chance de pression en dehors de leur syndicat. S'ils ont obtenu quelques avantages mais sont demeurés exploités et économiquement pauvres, il faut en chercher la raison dans les syndicats. Un bref historique jettera quelques lumières sur le sujet. Vers les années cinquante, les unions internationales, sous l'influence du mouvement anti-communiste américain, commencent la chasse aux sorcières. En 1948, c'est la grande offensive de Frank Hall et de la A.F.L.-C.I.O. qui écrasent l'Union des marins canadiens, et mettent un "anti-communiste", HAL BANKS, au pouvoir. En 1952, l'offensive se tourne contre les textiles, dont on trouve les chefs canadiens (Madeleine Parent, Kent Rowley) trop entreprenants. Les maîtres de l'Internationale A. F. L. - C. I. O., Valente et Klenert, recevant leurs ordres du STATE DEPARTMENT américain (cf. enquête du Sénat américain, parue en 1957, sur la A.F.L.-C.I.O.), décident d'écraser leur succursale canadienne trop autonomiste. Un vaste mouvement regroupe alors en vue d'un même objectif les forces gouvernementales (i.e. duplessistes), l'appareil d'information officielle (journaux, etc. . . .) et

les dirigeants syndicaux américains (ce que prouvèrent par la suite certaines déclarations officielles de M. Duplessis). Une fois Madeleine Parent et Kent Rowley en prison, les dirigeants de l'internationale (Valente et Klenert) nomment Sam Baron directeur canadien et Roger Provost directeur provincial. Mais les ouvriers n'entendaient pas laisser dégommer aussi facilement des chefs qui luttaient pour eux depuis 1943. Ils continuèrent de maintenir les lignes de piquetage. La United Textile Workers of America décida d'employer les grands moyens. L'enquête du Sénat américain révéla que Klenert avait donné $7,500.00 (12) sur les fonds de l'Union à un nommé "Jacques", chargé de recruter 50 marins (ceux de Hal Banks) à $15.00 par jour, pour "protéger" les membres de l'Union "harassés par les éléments de l'aile gauche."

"Roger Provost, alors président de la Fédération provinciale du travail (F.A.T.) a réussi à faire geler, par ordre de la Cour, le seul fonds de secours pour tous les piqueteurs, pendant qu'il payait un petit groupe d'employés, **à la condition qu'ils s'engagent à ne pas faire de piquetage.** Par l'intermédiaire de Hal Banks, Provost avait engagé des fiers-à-bras pour tenter de briser les lignes de piquetage à Valleyfield.

De collusion avec les chefs américains de l'Union internationale, Provost réussit enfin à démoraliser les grévistes et reçut, pour son travail, des félicitations publiques de feu M. Duplessis.

En vertu du règlement de la grève de 1952 signé par Roger Provost, la DOMINION TEXTILE reprit environ 3,000 ouvriers, ceux-ci étant obligés de faire le travail accompli par 6,000 quatre mois plus tôt" (13) (et ce grâce au système patronal et capitaliste du boni, dont nous avons parlé plus tôt).

Quant à l'entente Banks-Provost, rappelons simplement que Banks se présenta, une fois implanté au Canada, devant une Cour de Citoyenneté à Montréal, pour demander le statut de citoyen canadien. A cette occasion, Claude Jodoin, Frank Hall et Roger Provost garantirent le bon caractère de Banks (!!!) et son mérite pour obtenir l'honneur sollicité.

La trahison de l'Union internationale a démoralisé les ouvriers de Valleyfield, "les plus dynamiques il y a 20 ans" disait fièrement Monsieur L. La trahison a entraîné le remplacement de tous les représentants syndicaux fidèles, par de nouveaux représentants de collusion avec les contremaîtres qui publièrent la liste noire des meneurs de la grève. La trahison de Provost, la peur de la grève cultivée par ses représentants et ceux de la compagnie parmi les ouvriers ("vous la voulez la grève, vous savez ce que ça vous a donné en 52"), ont poussé ceux-ci vers l'individualisme et une solitude silencieuse (P. m'en avait parlé bien avant que je puisse en comprendre la portée). Le dynamisme s'est alors déplacé vers la C.S.N., vers Magog.

Aujourd'hui ce sont eux qui mènent la lutte, mais les victoires sont trop partielles, trop minimes. Les aveux implicites de quelques responsables syndicaux m'ont fait comprendre ce qui se passe: Provost est un facteur que joue la compagnie pour freiner les demandes de la C.S.N. Lors de la convention collective, Provost de collusion avec un patron, Monsieur King, était prêt à accepter une augmentation de 0.15 l'heure. La C.S.N. voulant, à la demande de ses ouvriers ("ils voulaient aller en grève; je les ai empêchés, j'aurais pas dû"-Ouellet), aller plus loin, la compagnie pouvait exercer des pressions, menaçant de signer avec Provost et de transférer les contrats des usines en grève aux usines qui auraient signé le contrat. Après quelques gains, les négociateurs de la C.S.N. cédèrent.

La C.S.N.

Malgré ces faiblesses, malgré le manque d'organisation, par exemple l'absence d'un fonds de secours qui lui permettrait de faire de la grève autre chose qu'un instrument de chantage, la C.S.N. offre de grands avantages à l'ouvrier du textile du Québec à l'heure actuelle. Simple fédération de quatre syndicats formant une Fédération canadienne des Travailleurs du Textile affiliée à la C.S.N., la structure permet aux ouvriers de participer aux décisions. Lors de la convention de juin, Provost (U.T.W.A.) a consulté ses syndiqués deux fois: au début des négociations pour les informer de ce qu'il demanderait pour eux, et à la fin pour leur demander de voter ce qu'il leur avait obtenu. Ouellet et les siens ont multiplié les rencontres, les séances d'informations, ce qui explique que malgré les gains de la convention collective, une moyenne de 26% favorisait la grève lors du dernier vote secret.

La C.S.N. n'est pourtant plus la seule fédération dynamique pour les ouvriers du textile. Deux vieux lutteurs viennent d'entrer en scène, après un long ostracisme. Le Conseil Canadien du Textile, dirigé par Kent Rowley et Madeleine Parent, est de nouveau dans une usine de textile du Québec, et a repris sa lutte pour les droits ouvriers.

Conclusion

Peut-être ce nouveau venu déterminera-t-il chez l'ouvrier du Textile une recrudescence de sa prise de conscience, en tant qu'exploité. La lutte concrète, au niveau des cadres syndicaux, semble en effet le lieu idéal pour cet éveil, car l'ouvrier affronte alors non seulement un pouvoir patronal

immédiat mais, au delà, la puissance financière et politique qui cherche à maintenir un statu quo dont elle profite. Dans la lutte syndicale, les forces en présence se définissent clairement, le partage se fait entre la bourgeoisie possédante et l'ouvrier possédé. Peut-être ce dernier saisira-t-il dans le combat, le lien profond qui existe entre les diverses forces qui l'exploitent, entre les actionnaires de la Montreal Cottons ou de la Dominion Textile et les actionnaires de la Household Finance ou de la Beneficial Finance ("something is already known of the close connection between the leading representatives of industry and the bankers and financial interests with all their national and international ramifications"(14).

La rentrée du Conseil Canadien du Textile, la venue à la tête de la Fédération des textiles (C.S.N.) d'un meneur dynamique comme Ouellet, laissent présager chez les ouvriers, la possibilité d'une prise de conscience plus nette de la justice de leurs revendications. Cette connaissance de leurs besoins propres et du droit qu'ils ont de les satisfaire, est le premier pas vers la politisation des ouvriers du textile qui eux, ne se contenteront pas de réformettes. ■

---

(1) Turgeon, W. F. A., *Royal Commission on the textile industry*, Ministère de la Justice, Ottawa, 1937.

(2) Rowley, Kent, *In Memorian: Trefflé Leduc*, Canadian Textile Council Bulletin, vol. 1 no 3 page 2.

(2a) Parent, Madeleine: actuellement secrétaire-trésorière du Conseil Canadien du Textile.

(3) Dominion Textile (abv.: D.T.): propriétaires des usines de Drummondville, Magog, Montmorency, Sherbrooke et quelques filiales secondaires. Syndicats: C.S.N. Montreal Cottons Ltd. (abv.: M.C.L.): propriétaires des usines de Valleyfield et Montréal. Syndicats: U.T.W.A. et C.C.T. Ces deux compagnies sont sous le contrôle des mêmes actionnaires.

(4) Turgeon, *Royal Commission on the Textile industry*, vol 1, page 32.

(5) Convention collective 1962-1964, Valleyfield, art. 19, page 49. Convention collective 1960-1962, D.T. et C.S.N., art. 44, page 51.

(6) "The number of machines under his control has been doubled, tripled and even more largely increased... He works more, produces more and earns less. Employer or capital comes first, the worker and the machine are second, but there is a tendency to relegate the worker to a third places as a factor of productivity." Cette phrase, aussi vraie en 1964 qu'en 1937 prouve la permanence de l'exploitation imposée par les industries du coton, usines capitalistes types. Turgeon, op. cit., vol II, pages 17-18.

(7) Ces faits ont été reconnus par le Service d'inspection du Ministère du travail qui, à Valleyfield, vient d'ordonner l'ouverture de locaux, en vertu de "Lois et Règlements concernant les établissements industriels et commerciaux" — 1962.

(8) Turgeon, op. cit., vol. II, page 28.

(9) Convention collective, D.T.-C.S.N., art. 16 page 18 (1960-62) et M.C.L.-U.T. W.A., art. 12 page 38 (62-64).

(10) Turgeon, op. cit., vol. I, page 426.

(11) Convention collective, D.T.-C.S.N., 1960-62, art. 13, page 39 et M.C.L.-U.T. W.A., art. 5, page 4 — 1962-64.

(12) C.T.C. *Bulletin*, vol II, no 6, août 1957, page 2.

(13) Parent, Madeleine, *Lettre aux syndiqués de La Presse*, le 24 août 1964.

(14) Turgeon, op. cit., vol. II, page 34.

Automation et révolution

par andré lapointe

L'histoire raconte que les tisserands de Lyon, en France, avaient voulu assassiner Jacquard, lorsqu'en 1801, ce dernier inventa la machine à tisser qui porte son nom. Les tisserands craignaient pour leur emploi, ils craignaient cette chose dont ils ne connaissaient pas encore le nom : l'automation.

Depuis 1801, plus d'une machine automatique a surgi; mais tout bien considéré, nous entrons à peine dans l'ère de l'automation. Avant le dernier conflit mondial, peu de métiers ou de professions étaient sérieusement affectés par l'automation. Mais aujourd'hui, on peut se demander s'il existe un seul secteur de l'activité humaine qui n'est pas envahi par la machine. Et l'accélération du processus est effarante.

Rien qu'aux Etats-Unis, plus d'un million huit cent mille travailleurs sont remplacés par la machine annuellement. Bon nombre d'entre eux réussissent à se recaser grâce aux besoins nouveaux que crée l'automation, mais il n'en résulte pas moins une perte nette de 400,000 emplois annuellement.

La production, les profits et le chômage sont à la hausse, pendant que les caisses d'assurance-chômage et les effectifs syndicaux (relativement) sont à la baisse. Les chefs syndicaux s'affolent parce qu'ils ne savent pas comment ils vont résoudre le problème, mais les politiciens réactionnaires en profitent pour conduire leurs campagnes électorales sur le problème du chômage, qu'ils promettent à tour de bras de résoudre, sans toutefois y parvenir. Et c'est bien évident. La production étant faite, en régime capitaliste, non pas en fonction des besoins mais en fonction des profits, on ne peut s'attendre à ce que les capitalistes redistribuent aux travailleurs les profits enregistrés par la machine.

Des machines à profits

C'est pourquoi l'automation constitue l'une des plus évidentes contradictions du capitalisme, et qu'elle sera, en définitive sa plus efficace fossoyeuse.

L'automation est une marque de progrès dans les méthodes de production, et porte en soi

les germes de la révolution. Voici comment. L'automation est une méthode de production, un instrument de production accélérée. A ce titre, elle détermine les conditions du développement de la vie matérielle. Les conditions de la vie matérielle déterminent les rapports entre les hommes, et les rapports entre les hommes déterminent la physionomie de la société, ses institutions politiques, etc.

Pour mieux comprendre ce postulat, reprenons-le d'une manière plus précise. “Dans la production, dit Marx, les hommes n'agissent pas seulement sur la nature, mais aussi les uns sur les autres”. Les hommes établissent entre eux des rapports de production. Ces derniers peuvent être des rapports de collaboration et d'entraide, ils peuvent aussi être des rapports de domination et de soumission. Or l'histoire nous démontre que les instruments de production ont déterminé d'une manière très directe et très précise les rapports de production entre les hommes.

Les rapports de production

L'histoire connaît cinq types fondamentaux de rapports de production entre les hommes. Ce sont : la commune primitive, l'esclavage, le régime féodal, le régime capitaliste et le régime socialiste. Sous la commune primitive, la grande préoccupation de l'homme était de survivre. Sa production se limitait à la chasse et à la construction d'abris pour se protéger contre les bêtes sauvages. Ses instruments de production se limitaient aux armes de pierre. Ces dernières n'étant pas adéquates, l'homme aurait péri s'il avait vécu isolément.

Mais avec le temps, il perfectionna ses instruments de production. Les armes de fer succédèrent aux armes de pierre. Et l'homme apprit à domestiquer les bêtes, à cultiver les plantes capables de le nourrir. Ces nouveaux moyens de production faisaient surgir la possibilité d'échanger les produits entre hommes et entre groupes d'hommes, et dès lors, la possibilité d'une accumulation des richesses dans les mains d'un petit nombre. La propriété commune des moyens de production est donc remplacée par la propriété privée, et c'est le début de l'esclavage.

Cependant, les instruments de production continuent à se développer. On perfectionne l'usage des métaux et la fabrication des outils. L'emploi de la charrue et du métier à tisser se généralise ; l'agriculture se développe et l'on voit apparaître l'industrie vinicole et la production de l'huile. Les grands seigneurs de l'époque ignoraient qu'une telle amélioration des moyens de production révolutionnerait le régime de l'esclavage. Ils n'y ont pourtant pas échappé. La production étant plus perfectionnée, elle exigeait de la part

de la main-d'oeuvre un plus grand intérêt au travail, ce que l'esclave ne pouvait évidemment pas fournir. Le seigneur préféra donc le serf à l'esclavage. N'étant plus sujet à l'infernale brutalité qui était le lot des esclaves, le serf manifestait suffisamment d'intérêt au travail en cultivant un lopin de terre qui lui avait été concédé moyennant redevances. Modification importante, donc, dans les rapports de production. Le serf demeurait soumis au seigneur, mais il profitait un peu de sa production. Et d'un autre côté les affaires du seigneur s'amélioraient, puisque l'augmentation de la production faisait augmenter aussi les redevances.

Mais les instruments de production continuaient toujours de s'améliorer. Et les bourgeois, c'est-à-dire, les habitants des villes, commencèrent à ériger des ateliers et de petites usines. Pour vendre leur production aux serfs, les bourgeois devaient payer des droits de passage aux seigneurs, ce qui à la longue finit par les irriter, leurs profits étant diminués d'autant. Et ce fut la révolution bourgeoise qui mit fin au régime féodal. Révolution, parce que changement radical dans les rapports de production entre les hommes. Il n'y avait plus de serf et de seigneur, mais des ouvriers et des patrons. Et les rapports de production étaient changés parce que le serf était irrémédiablement soumis à son seigneur, pendant que l'ouvrier devenait affranchi de toute dépendance personnelle.

D'un autre côté, les capitalistes naissants préféraient traiter avec des ouvriers affranchis, qui devenaient ainsi plus cultivés et plus habiles à manier la machine. D'ailleurs, cet affranchissement des ouvriers ne gênait en rien les capitalistes, puisque pour survivre, les ouvriers devaient vendre leur travail aux propriétaires des moyens de production.

Pendant ce temps, les instruments de production ne cessent pas de se perfectionner. Les grandes usines succèdent aux petites, il y a concentration progressive des moyens de production dans les mains d'une minorité. Les milliers de cordonniers artisans doivent baisser pavillon devant les grandes manufactures de chaussures, les épiceries du coin doivent fermer leurs portes pour le plus grand bénéfice des “supermarkets”.

En concentrant ainsi le capital et les moyens de production, le régime s'empêtre dans des contradictions insolubles. Les millions d'anciens petits propriétaires se trouvent réduits à la condition de prolétaires, et leur pouvoir d'achat est considérablement diminué. Le résultat en est que l'écoulement de la production devient très difficile avec l'apprauvissement des masses, et nous assistons alors aux dépressions économiques.

Vers la désintégration du capitalisme

Sans doute, la théorie du libéralisme économique permet-elle de retarder l'échéance de la désintégration du capitalisme, en ce qu'elle permet de trouver de nouveaux débouchés à la production, par le jeu de création ou d'abolition des barrières tarifaires. Mais cette chirurgie devra faire face tôt ou tard à une autre contradiction inhérente au système, c'est-à-dire la lutte avec les groupes d'intérêts qui se forment dans les pays étrangers. (exemple : le marché commun).

Tous ces cataplasmes inventés par la théorie du libéralisme économique pourraient permettre au régime exploiteur de durer longtemps encore, si le phénomène de l'automation ne portait pas en lui le germe de la révolution.

En favorisant la concentration des forces productives, c'est-à-dire des moyens de production et de la main-d'oeuvre dans un nombre réduit d'usines, le capitalisme confère à la production un caractère social. Les ouvriers ont de plus en plus conscience de participer à la production nationale, mais finissent par se rendre compte qu'ils en bénéficient très peu. Par surcroît, la machine remplaçant la main-d'oeuvre, les chômeurs commencent à se demander comment il se fait que, loin de partager les avantages de la machine, ils en sont les victimes.

Tout comme la bourgeoisie de l'époque féodale, le prolétariat d'aujourd'hui finira bien par trouver la réponse.

Chômage et progrès

Alors que l'automation en était à ses premiers balbutiements, certains économistes à la noix de coco ont soutenu que loin de favoriser le chômage, l'automation créait de l'emploi. Le bulletin mensuel de la Banque Royale du Canada, de février 1957, disait par exemple : "L'une des illusions économiques les plus vivaces consiste à croire que les machines créent du chômage. Elle a été réfutée cent fois, mais elle relève la tête à chaque nouvelle étape de l'amélioration des opérations d'usinage".

Réfutée cent fois ? Peut-être, mais de quelle manière ? L'auteur du navet qui précède n'a rien prouvé, mais s'est contenté d'affirmer que : "l'adoption du téléphone automatique s'est accompagnée d'une augmentation marquée du nombre des opératrices. Dans un des services d'une grande industrie, trente jeunes filles étaient employées à des travaux de calcul manuels. Après qu'on eut installé une calculatrice, trente d'entre elles continuèrent à y travailler comme auparavant et quarante autres furent engagées pour établir des "programmes" pour la machine". Ces experts de "revuettes" ont une vue bien courte des choses.

Que le nombre d'emplois augmente dans une industrie automatisée est non seulement possible, mais probable. Ce qu'il faudrait savoir, c'est si le nombre d'usines pour une même industrie a diminué, et si le nombre d'emplois a aussi diminué pour l'ensemble de cette industrie.

Un exemple de chez nous

Prenons un exemple précis. Une biscuiterie de la région de Montréal employait environ 250 employés il y a quelques années. Après l'installation de machines automatiques, le nombre des employés fut porté à 350. Un économiste aux lunettes épaisses en conclurait peut-être que l'automation est créatrice d'emplois. Ce qu'il importe surtout de savoir, c'est qu'avant l'installation des machines, il fallait 48 pâtissiers et assistants pour produire 32,500 livres de biscuits quotidiennement, alors qu'on peut maintenant produire 130,000 livres de biscuits avec seulement 24 pâtissiers et techniciens. On constate donc que pour produire une quantité égale de biscuits, il faut huit fois moins de personnel. Un autre point à considérer est que si la biscuiterie en question peut porter sa production de 32,500 à 130,000 livres par jour, c'est parce que d'autres biscuiteries ont dû fermer leurs portes en raison d'une concurrence qu'ils ne pouvaient plus soutenir. Il faut admettre par ailleurs que l'accroissement de la production aboutit à un point de saturation. Pour augmenter considérablement la consommation des biscuits, il faudra commencer à convaincre les gens de délaisser le steak, pour dîner aux "whippets".

Aujourd'hui, cinq ou six biscuitries suffisent pour répondre à la demande dans la province, alors qu'autrefois il en fallait peut-être une centaine. Et demain, une seule pourrait bien suffire. Et si celle-là devait compter 500 ou 600 employés, cela n'aura pas empêché la mise à pieds de milliers d'autres travailleurs dans cette industrie. Selon des statistiques incomplètes, le nombre des faillites enregistrées au Canada est passé de 1,800 en 1955, à 3,200 en 1962. Ces chiffres indiquent au moins une tendance quant à la concentration de l'industrie.

Veut-on d'autres exemples ? Le nombre des bûcherons dans la province est passé de 35,000 à 20,000 en moins de cinq ans. Dans son livre "Vers l'automatisme social", Pierre Naville donne l'exemple d'une usine de chaux et de ciment, qui produisait en 1946, 67,500 tonnes avec 258 ouvriers, et en 1958, 140,000 tonnes, avec 138 ouvriers.

La théorie selon laquelle l'automation crée de l'emploi commence donc à perdre quelques plumes. Quel homme sensé irait croire que le patronat accepterait l'automation si elle devait signifier un plus grand nombre d'ouvriers à payer en plus du coût des machines?

Une étude récente démontre que l'indice de la production dans l'industrie manufacturière canadienne est passé de 149.8 en 1959 à 174.1 en 1963, alors que l'indice de l'emploi passait de 111.1 à 116.4 pendant la même période. On constate donc un net décalage entre l'accroissement de la production et celui de l'emploi.

Une série d'articles de Georges Friedman, publiée dans le journal Le Monde, rappelle que "le patronat américain attribue à l'automation la suppression de 40,000 emplois par semaine durant l'année 1962. D'après Georges Meany, président de l'A.F.L.—C.I.O., ce chiffre risque de doubler en 1964".

Selon Herbert Simon, un spécialiste de ces questions, les machines électroniques pourraient avoir absorbé, en 1985, toutes les fonctions d'administration et de contrôle aujourd'hui réservées aux cadres moyens. Et cela parce que les "cerveaux électroniques", qui peuvent déjà prendre des décisions simples, assumeront de plus en plus des décisions complexes.

L'automation, avons-nous dit, en est encore à ses débuts. On peut fort bien supposer, sans sombrer dans le romantisme à la Jules Verne, qu'un jour viendra, pas tellement éloigné, où une partie seulement de la main-d'oeuvre, pourra participer à la production. On peut dès lors entrevoir des problèmes sociaux très complexes, si les structures capitalistes demeurent jusque là.

Une commission d'enquête a conclu, aux EtatsUnis, que le problème du chômage est beaucoup plus grave que les statistiques officielles ne le laissent croire. Et que disent les statistiques officielles? 4,500,000 chômeurs! C'est un fait indéniable qu'en vertu du régime actuel, l'automation ne profite qu'à ceux qui ont les moyens d'acheter la machine.

L'impasse du libéralisme économique

Selon les statistiques officielles, les chômeurs représentent 5.4% de la main-d'oeuvre aux Etats-Unis. Au Québec, la proportion varie entre 9 et 12 pour 100 selon les périodes de l'année. La situation est donc particulièrement grave chez nous.

Croire que nous pourrons résoudre le problème à l'intérieur du régime capitaliste est une merveilleuse utopie. Il n'y a qu'à voir patiner nos chefs syndicaux et nos pantins du gouvernement pour constater leur impuissance.

A l'heure actuelle, ce qu'on a trouvé de mieux dans les mouvements syndicaux, c'est de proposer au patronat de ne pas remplacer les travailleurs qui quittent l'emploi d'une manière naturelle, c'est-à-dire les cas de décès, de retraite, de départ volontaire, etc. Pour le reste, on se contente de dire qu'il faudra envisager une plus grande collaboration entre les autorités patronales, gouvernementales et syndicales. Comme trouvaille, ce n'est pas très fort.

Walter Reuther, président du plus grand syndicat américain, celui des travailleurs de l'industrie automobile, s'exprime avec plus de force sur la question. Si la nation, dit-il, ne peut assurer quarante heures de travail par semaine à chaque ouvrier, la semaine de travail devrait être réduite, pour que tous ceux qui veulent travailler puissent trouver un emploi".

M. Reuther s'approche énormément de la solution. Mais il est évident qu'il n'aura jamais l'appui du patronat. C'est M. Carl A. Gerstacher, président de la Dow Chemical Corporation, qui a donné la réponse à Reuther. "Nous devrions parler d'une semaine de 50 heures, et non d'une semaine de 20 heures, qui dans les circonstances, serait une catastrophe nationale". (1) Par "catastrophe nationale", il faut comprendre ici la catastrophe que représenterait pour les patrons, l'obligation de partager les profits avec un nombre plus grand d'employés.

Il devient de plus en plus évident que la seule solution au problème sera la planification socialiste du travail, parallèlement à la planification socialiste de la production. Tant que la production sera faite en fonction du profit, il n'y a aucun espoir de solution au problème.

Comme le dit si bien Schofield Coryell, "l'avenir nous dira si les machines si merveilleusement productives apporteront une ère d'abondance et de sécurité, ou bien créeront au contraire, une grande et dangereuse armée de chômeurs chroniques, rendus inutiles par le progrès inexorable de la technique".

Les difficultés s'accéléreront d'autant plus au Québec, que l'industrie de transformation est à peu près inexistante. Les magnats américains viennent chercher nos matières premières pour les transformer chez eux. Il y a tout lieu de croire que pour retarder l'effondrement de leurs structures, les Américains continueront de transporter chez eux nos matières premières et apporter ainsi quelques correctifs à leur problème de chômage.

Il ne restera plus, pour nos chômeurs, qu'une seule alternative, celle de s'unir . . .■

(1) "L'automation, promesse d'âge d'or ou cauchemar?" *Le Presse*, 12 mai 1964.

La Presse: un conflit majeur (I)

Le journalisme et la lutte des classes

par gilles matthieu

Un conflit comme celui de **La Presse** pose plus de questions qu'il n'en résout. S'il est vrai, comme l'affirme M. Maurice Blain (1), que les journalistes de **La Presse** se trouvent "dans la nécessité d'inventer une pensée juste au milieu d'un combat passionné", c'est-à-dire, selon M. Blain, de réévaluer en profondeur leur fonction dans un grand quotidien d'information et leur responsabilité dans la société en général ; s'il est vrai que l'on peut s'interroger sur les moyens de "sauvegarder la fonction d'une authentique liberté de presse dans une entreprise de type capitaliste" où tout contrôle est unilatéralement associé au droit de propriété ; s'il est vrai, également, que le peuple possède un "droit politique" à l'information, il reste à savoir **comment** il est possible de transformer les structures de la presse capitaliste, dont le rôle essentiel n'est pas d'abord d'informer mais d'agir comme instrument de propagande au service des classes dirigeantes, de leurs politiciens, de leurs affaires et de leurs privilèges, sans remplacer les structures de la société capitaliste elle-même dont la presse n'est que l'une des nombreuses institutions.

Car ce n'est pas seulement le conservatisme des patrons de **La Presse** qui a provoqué l'état de crise actuel dans le monde journalistique de Montréal, mais les fondements mêmes de la société capitaliste, axés sur la loi du profit maximum et le droit à l'entreprise privée.

Certains démocrates utopistes...

Certains "démocrates" s'imaginent qu'il est possible de réformer la fonction sociale d'un grand quotidien commercial comme **La Presse** par un système de co-gestion pouvant réconcilier les conceptions d'entreprise et de service social et même réorienter "la fonction du capital par rapport à la socialisation irréversible des idées dans le monde moderne" (2).

Ces utopistes préconisent, sans trop s'en apercevoir, un néo-corporatisme, "une liberté de presse où patronat et syndicat associent loyalement, et dans le respect de leur autonomie respective, le pouvoir des capitaux et le pouvoir des intelligences" (3). En somme, la bonne volonté patronale, selon M. Blain, pourrait neutraliser l'influence du capital par et pour lequel un journal comme **La Presse** a été institué ? Quant à la bonne volonté des journalistes, elle se concrétiserait dans leur statut de "témoins professionnels" sans responsabilités politiques, c'est-à-dire sans ce droit reconnu à tous les citoyens de faire des options politiques et de travailler à la réalisation d'objectifs sociaux choisis volontairement. On voit facilement, sans même qu'il soit nécessaire de le démontrer, les avantages que le patronat pourrait retirer de journalistes dociles constitués en "corps professionnel", où l'individualisme de la profession et de la compétence remplacerait vite la solidarité syndicale que les journalistes ont édifié à grand peine, comme tous les salariés du monde.

Corporatisme ou syndicalisme?

Alors que le corporatisme maintient les structures en place et l'exploitation des travailleurs (intellectuels comme manuels) par les détenteurs du pouvoir financier et politique, et cela malgré les apparences d'une collaboration "loyale", il est dans la logique même du syndicalisme de soumettre la société à une critique globale et d'aboutir tôt ou tard (à moins d'être complètement dénaturé) à la contestation de tout le système économico - politique qui fait de la majorité des hommes des esclaves soumis aux fréquentes fluctuations des affaires concurrentes d'une minorité de possédants, fluctuations dont le coût se solde par des crises, du chômage, de la pauvreté, de l'insécurité sociale et des inégalités sans remèdes.

En réclamant que les journalistes de **La Presse** n'engagent leur loyauté que sur le plan professionnel, sans tenir compte du fait fondamental que le journaliste, comme tout autre salarié, travaille dans un contexte de luttes des classes et de tensions qui ne pourront se résoudre que par le renversement des oligarchies financières et des technocraties industrielles, M. Blain parle pour ne rien dire, évoque des mots vides de sens dans une société où le terme démocratie, par exemple, ne correspond à rien de vécu et ne peut satisfaire que les amateurs de fantômes.

La Presse: une affaire de piastres

En fait, **La Presse**, qui ne vit pas d'informations mais bien d'annonces commerciales, ne peut faire autrement que de défendre et de promouvoir l'idéologie et la politique de ceux qui l'enrichissent. **La Presse** se fout du "droit politique" que possède le peuple à l'information dite objective. Comme Price Brothers ou Dupuis Frères, **La Presse** est une affaire de piastres. Et si le

gouvernement garde le silence dans le conflit actuel, c'est qu'il est de connivence avec les propriétaires du journal pour que l'information diffusée à travers les colonnes d'annonces publicitaires soit orientée en fonction des intérêts du capitalisme au Québec dont le parti libéral, aujourd'hui, est le gérant. Politique et finance dans un régime capitaliste sont inséparables et s'appuient l'un sur l'autre. **La Presse** est leur instrument commun de propagande et de publicité. On vend la politique comme le savon. C'est ainsi que **La Presse,** propriété légale de la famille Berthiaume, est en fait administrée par Me Claude Ducharme, conseiller personnel du premier ministre Jean Lesage et président de la commission de propagande de la Fédération libérale du Québec, et par M. Maurice Chartré, directeur de la Banque Canadienne Nationale. Le premier représente la politique, le second, la finance. Tous les deux sont libéraux, à Québec et à Ottawa. Tous les deux sont forcément amis de MM. Jean Lesage et Lester B. Pearson.

Le journalisme, métier industriel

Les journalistes, eux, exercent, au même titre que d'autres techniciens, un métier industriel, même si on le baptise du mot "intellectuel". On engage un journaliste brillant dans la mesure où son prestige aide à la vente du journal, bourré d'articles à faire acheter par les consommateurs. Mais si ce journaliste, malgré sa compétence, se mêle d'avoir des idées personnelles et de s'interroger sur l'ordre établi, gare à lui ! On ne tardera pas à lui signifier que sa fonction est d'informer objectivement, c'est-à-dire de rédiger des nouvelles ternes qui ne risquent pas de sortir la masse de son ignorance et de son apathie. En bref, au nom de **sa profession,** on réclamera de lui une dignité de ton et de style, une respectabilité de prostituée bourgeoise. Tout reportage dévoilant une fraude financière ou politique sera qualifiée de jaunisme ou, pire encore, de subversion intellectuelle !

Dans le débat que suscite présentement le conflit de **La Presse,** on oublie trop souvent que les journalistes sont employés dans ce journal pour écrire entre des annonces dont l'unique fonction est de mousser la vente de produits qui n'ont rien à voir avec la "démocratie de l'esprit" ni même avec la démocratie tout court. C'est pourquoi les philosophes libéraux ne comprennent rien à ce qui se passe à **La Presse** où la lutte est engagée non pour la défense d'une "autonomie intellectuelle" qui n'a jamais existé, mais pour la sauvegarde des droits élémentaires des travailleurs à la sécurité syndicale à l'intérieur de l'entreprise et à la liberté d'expression et d'option politique à l'extérieur des lieux du travail.

Réaction normale de patrons

Il est d'ailleurs tout à fait normal que les patrons du journal aient réagi comme ils l'ont fait en voyant **La Presse** se transformer peu à peu en instrument d'analyses économico-politiques et d'opinions parfois peu orthodoxes. La situation de crise qui avait placé **La Presse** en 1961 devant la nécessité de faire appel à une personnalité prestigieuse de l'univers libéral pour diriger la rédaction et concurrencer un **Nouveau Journal** dynamique et apparemment très populaire, cette situation d'urgence ayant cessé par suite de la mort prématurée du **Nouveau Journal** et la fin de toute concurrence sérieuse, la partie patronale, conséquente avec elle-même, trouve que la "récréation" a assez duré et qu'il est temps de remettre de l'ordre dans la maison. De même, M. Jean Lesage et son parti, par qui nous est venue la "révolution tranquille", sont maintenant d'avis qu'après quatre ans de "politique de grandeur" et de promesses électorales éblouissantes, il est temps que le Québec réapprenne la docilité aux directives de la Raison capitaliste et cléricale. C'est pourquoi le parti libéral et **La Presse** sont tombés d'accord pour opérer un nettoyage parmi les journalistes, car il se trouve parmi eux des hommes qui ont le tort d'être séparatistes ou, pire encore, socialistes, ce qui, évidemment, risque de transpirer à travers les nouvelles traduites des agences de presse capitalistes et à travers la publicité des grands magasins!

La Presse, comme l'ensemble du patronat québécois...

Si **La Presse,** comme l'ensemble du patronat québécois, pratique ces temps-ci un anti-syndicalisme militant, c'est pour étouffer le début de conscience politique et sociale que les libéraux ont suscité malgré eux en prenant le pouvoir, après vingt ans de noirceur duplessiste. **La Presse** étant située au coeur même de cette nouvelle prise de conscience et en reflétant tous les aspects par la vertu même de l'information la plus terre-à-terre, il convient, dans la logique capitaliste, que cette entreprise si utile et si dangereuse à la fois (quand elle informe vraiment) soit placée sous le contrôle direct de la finance et de la politique et dans l'impossibilité de nuire à leurs intérêts. Pour cela, il faut non seulement que les journalistes soient choisis pour leurs "convictions" conservatrices mais que les nouvelles elles-mêmes soient filtrées et modelées en fonction des privilèges de la classe dirigeante.

La Presse somnifère

Il faut donc que **La Presse** devienne une entreprise de diversion suffisamment "renseignée" pour que le lecteur-consommateur-de-savon ait l'im-

pression d'apprendre ce qui se passe dans son pays et, (en même temps qu'il "se renseigne"), puisse se laisser persuader d'acheter l'appareil de TV ou l'auto de l'année.

Jamais **La Presse**, à moins de disparaître comme telle, ne pourra devenir **Le Monde** — et encore moins un journal de combat. Pas plus que **France-Soir** ou le **Herald Tribune**, **La Presse** n'a pour fonction de politiser les masses. Bien au contraire, **La Presse** est au service de l'ordre établi, c'est-à-dire du capitalisme québécois par et pour lequel elle a été instituée.

Le cas Gérard Pelletier

Et Gérard Pelletier dans tout cela? C'est la question que l'on se pose à Outremont. Pelletier accepte-t-il ce qui vient d'être affirmé? Oui et non, à la manière d'un homme qui ne s'est pas encore "branché", qui n'a pas choisi encore "sa vocation", comme on disait jadis. Pelletier, c'est **en fait**, par sa fonction même et le traitement qu'il reçoit, **un patron** au sens strict du mot. C'est lui qui est le premier responsable de la salle de rédaction. C'est lui qui possède toute autorité pour refuser ou mutiler un article **pour quelque raison que ce soit.** Cette autorité, Pelletier l'a toujours eue depuis le jour où il a signé son contrat avec l'administration de **La Presse.** Mais, chose étrange, il ne l'a jamais exercée, préférant laisser au chef des nouvelles ou à celui de l'information le soin de pratiquer la censure **normale dans un journal commercial.** Or, ces derniers se sont abstenus comme Pelletier d'exercer l'autorité, si bien que le Conseil de rédaction en bloc est devenu un appareil inopérant et, d'organe de liaison à l'origine, s'est peu à peu transformé en une espèce de fantôme indépendant flottant entre l'administration et la salle de rédaction.

C'est ce vide qui a permis à certaines idées de se glisser dans le journal et à certaines informations, — sociales, politiques, syndicales, financières, éducatives, etc., — habituellement passées sous silence dans un journal capitaliste, de voler la manchette, certains jours, aux déclarations creuses des ministres fédéralistes-coopératifs, de Paul VI ou du chef de la Maison Blanche. Avec la querelle des syndicats financiers, l'affaire Coffin-Hébert et quelques autres événements du genre, où les journalistes, aidés en cela par leur rédacteur en chef, avaient osé éveiller la population québécoise à des problèmes aussi explosifs que ceux de la haute finance et de la justice, les classes dirigeantes se sont alarmées et ont réclamé le retour à l'ordre. Dès janvier dernier, on pouvait flairer qu'un plan était dressé par la bourgeoisie libérale afin de mettre un terme à ce qu'elle nomme "l'information tendancieuse" de certains journalistes. La grève des typographes, que **La Presse** a pratiquement provoquée elle-même, a fourni à cette bourgeoisie l'occasion d'une contre-grève d'envergure destinée à nettoyer le journal pour de bon des éléments qu'elle juge indésirables.

Une lutte à finir

Il est peu probable que **La Presse** porte une attention quelconque aux arguments humanitaires et philosophiques de ceux qui s'imaginent encore vivre dans une démocratie. **La Presse** ne pourrait céder qu'à la force et il se trouve que la force — c'est-à-dire l'argent et le pouvoir — est de son côté. Une grève générale de tous les travailleurs du Québec pourrait peut-être fléchir la partie patronale, car elle ferait perdre de l'argent aux capitalistes et du prestige à la politique libérale. Mais cette grève se produira-t-elle? Un délégué au 41e Congrès de la C.S.N. l'a proposée après trois mois et demi d'apathie collective envers le conflit de **La Presse.**

Cette proposition de grève générale a été possible parce que ce délégué, comme les mille autres qui assistaient aux grandes assises de la C.S.N., a été sensible au véritable enjeu du conflit: la sécurité syndicale, et pour la population du Québec en général: le développement à peine amorcé d'une véritable conscience de classe. Le patronat et le parti libéral (l'Union nationale aidant) veulent absolument briser la première pour mieux étouffer la seconde. Car en bâillonnant de nouveau une presse qui commençait à prendre le goût d'une certaine liberté et d'une certaine justice la bourgeoisie québécoise peut se protéger plus facilement du peuple, de ses questions et, éventuellement, de sa colère.

La responsabilité des journalistes

Par le conflit qui les oppose aujourd'hui à l'administration de **La Presse**, les journalistes sont acculés à révéler publiquement leur degré de politisation sociale. Acceptent-ils vraiment d'entrer de plein pied dans la lutte des classes et de s'associer au combat que tous les exploités mènent contre le système économique, politique et social qui les opprime? Ou bien, cédant à l'individualisme traditionnel des milieux "professionnels", acceptent-ils uniquement de se battre pour la liberté (réservée à quelques-uns d'entre eux seulement) de faire de brillants commentaires à la TV et à la radio et de toucher les cachets substantiels attachés à leur popularité?

La réponse appartient aux journalistes.

Mais c'est peut-être trop leur demander que de faire réellement front commun avec les autres travailleurs: leur "objectivité" pourrait se salir les mains...

* * *

Quelle sera l'issue de ce conflit que très peu de gens, hélas! arrivent à comprendre... et à soutenir concrètement? Il est

trop tôt pour prédire quoi que ce soit.

Au moment de mettre sous presse, le lock-out de **La Presse** entrait dans son cinquième mois. Bien des questions demeurent posées. Dans les prochains numéros, nous aborderons d'autres aspects du conflit, ou bien nous reprendrons, à la lumière de nouveaux développements, les points soulevés dans le présent article.

Il reste à souhaiter, pour l'instant, que l'intervention tardive de MM. Jean Marchand et Marcel Pepin (respectivement président général et secrétaire général de la Confédération des Syndicats nationaux) se soldera par un renforcement de cette solidarité ouvrière qui, normalement, devrait aboutir un jour à réunir tous les salariés dans un même combat à finir contre la bourgeoisie. ■

---

(1) Maurice Blain, "Matériaux de réflexion sur la liberté de presse," *Cité libre*, septembre 64.

(2) Ibid.

(3) Ibid.

Points de repère

1

Nous voulons des Oldsmobiles 98

par charles gagnon

Le film **Jeunesse Année O,** présenté au dernier congrès de la F.L.Q., a produit un choc considérable sur les congressistes et certains journalistes. On s'est étonné d'entendre de la part des jeunes des affirmations aussi différentes — on les a crues contradictoires — que celles-ci: "Je ne sais pas ce qui m'attend: j'peux travailler un mois, puis être trois mois sans travailler: je ne sais pas. — C'est l'argent qui mène l'organisation de comté chez nous... Voyez-vous, nos partis sont un peu niaiseux... — J'peux me permettre ce que je veux, aller placer une bombe si je veux. — Je suis d'accord avec les bombes. — Je veux avoir un gros char... un Oldsmobile 98... tous les gars icitte sont comme moué..."

Monsieur Lesage a été renversé: "Il y en a même un, déclarait-il aux congressistes, qui a réclamé une Oldsmobile 98, un modèle qui ne se fabrique même pas au Canada..."(1) Comme si les rêves connaissaient des limites géographiques!

Le sujet d'étonnement le plus pénible dans toute cette affaire, c'est bien plutôt l'ignorance du premier ministre, ignorance des besoins et des désirs de la jeunesse québécoise et son inconscience à l'égard du type de société dans lequel il vit: une société capitaliste qui a fait de la réussite ou de l'échec financiers le critère selon lequel on détermine la valeur d'un homme.

Si monsieur Lesage voulait bien ouvrir grands les yeux, mettre de côté ses réflexes d'aristocrate, lui qui a sa Oldsmobile (ou mieux) depuis longtemps, et considérer de près les désirs de la population, il se rendrait vite compte qu'"icitte tout le monde comme moué veut sa Oldsmobile."

Parce que vouloir une Oldsmobile en milieu nord-américain, c'est aspirer à un statut d'homme respectable (acception du même milieu), portant veste bien pressée, travaillant dans des locaux bien montés, gagnant de quoi habiter un appartement bien chauffé et bien meublé, mangeant trois bons repas par jour et s'offrant une après-midi de golf ou une fin de semaine de ski régulièrement.

La science et la technique modernes permettent la réalisation de toutes ces choses, créant par le fait même le désir de celles-ci chez ceux qui en connaissent l'existence. Cependant l'économie américaine ne permet qu'à un petit nombre la "possession tranquille" de ces biens (j'exclue évidemment ici les "propriétaires" et usagers de ces biens qui ont dû, pour se les procurer, hypothéquer le produit de leur travail de 5 ou 10 ans, permettant ainsi aux compagnies de finance d'investir dans la production de nouveaux biens qui entraînent de nouveaux désirs, de nouvelles dettes, et le cercle continue...)

Quand des biens **physiquement** réalisables et humainement désirables sont connus de tous, mais possédés par une minorité seulement, il n'y a pas à s'étonner que les jeunes parlent tout à la fois de politiciens niaiseux et profiteurs (traditionnellement en tous cas, on leur prête un certain rôle dans l'administration du pays), d'Oldsmobile et de bombes.

Monsieur Lesage aurait aimé que les jeunes montrent plus d'élévation dans leurs réclamations, qu'ils affichent de meilleures connaissances en politique. Les jeunes que monsieur Lesage a entendus ont fréquenté les écoles du Québec où on préfère l'histoire sainte à l'histoire de l'économique, où on s'attarde davantage aux guerres de Napoléon qu'à notre système politique. Si monsieur Lesage n'est pas content des écoles, il ne tient qu'à son gouvernement de les changer, à moins qu'il ne faille une quelconque bénédiction venant de plus haut.

Le 22 septembre, le premier ministre, visiblement troublé, revenait à la charge. Il affirmait que "la paix sociale est intimement liée au progrès économique", rapporte un journaliste, qui ajoute: "Il a expliqué qu'il fallait créer un **esprit** de paix et de justice si l'on voulait **obtenir** des investissements qui mettraient en valeur les régions défavorisées du Québec." Enfin monsieur Lesage s'adressant précisément aux jeunes, disait: "Je leur demande de ne pas nuire à la réputation du Québec, car cette réputation est à la base même de leur avenir." (2) Quel avenir!

En d'autres termes, les jeunes ne devraient pas réclamer d'Oldsmobile, ni menacer de mettre des bombes, mais créer un **esprit** de justice, pour que le géant américain continue de nous **exploiter.** Tout le monde sait que les Américains doivent leurs succès financiers à leur réputation d'hommes justes et pacifiques! On accepte mal un tel idéalisme de la part d'un homme d'Etat. L'esprit de paix n'entraîne pas la justice: la justice assure la paix; c'est beaucoup mieux que l'"esprit". D'autre part, l'injustice provoque l'envie. Je crains que monsieur Lesage en favorisant une meilleure implantation du capitalisme américain chez nous n'échoue dans sa tentative pour développer "l'esprit de paix".

Le film **Jeunesse Année O,** en plus de révéler l'inconscience de nos politiciens, aura fait la preuve que l'insatisfaction n'est pas seulement le fait des étudiants ni des "gauchistes de la plume", les révolutionnaires d'Outremont.

La réaction de monsieur Lesage, porte-parole du système, aura démontré qu'il n'y a aucun changement fondamental à espérer du présent gouvernement.

Aussi longtemps que les courbettes devant les financiers américains auront plus d'importance aux yeux de nos gouvernements que la satisfaction des besoins de la population, aussi longtemps que nous n'aurons pas l'audace de considérer comme réalisable notre existence collective sans la domination américaine (ce qui n'exclut pas le commerce, même s'il faut passer par l'Espagne), tous les appels à l'esprit de ceci ou de cela seront sans effet: car il n'y aura pas chez nous de véritable espoir de modifier réellement notre condition d'exploités. ■

---

(1) "Un Film-choc sur la jeunesse...", *Le Devoir*, 21 septembre 1.

(2) "Lesage lance un appel à la paix sociale", *Le Devoir*, 23 sept., 1. Monsieur Lesage prenait la parole après avoir annoncé l'établissement d'une usine de la Cie Goodyear à Valleyfield.

2

Lesage et La Presse

par pierre vallières

Le 22 septembre, 17 jours avant la visite de la reine à Québec, le premier ministre a lancé un "appel à la paix sociale", qui n'a rien de rassurant.

M. Lesage, soulignant le "grand rôle" que les moyens d'information ont à jouer dans la société, a déploré publiquement la publicité "démesurée" que donnent les journaux à certains événements. Evitant de préciser davantage ces événements, M. Lesage a qualifié la publicité faite par les journaux, (disons à la visite de la reine, au séparatisme, aux revendications ouvrières, au mécontentement des cultivateurs, etc.), de **déplacée,** "alors que le commissaire général de l'Expo, Son Excellence M. Pierre Dupuy, fait tout en son pouvoir pour attirer les pays étrangers à participer à l'Expo universelle de 1967 à Montréal".

Ne voulant pas que la paix soit troublée au Québec au détriment du développement du capitalisme, M. Lesage "compte sur la bonne volonté de tous les Québécois pour maintenir **un esprit de discipline".**

On peut maintenant se poser la question: est-ce cet "esprit de discipline" qui est au fond du conflit de **La Presse?** Veut-on faire jouer à la presse écrite ce "grand rôle" de maintenir la discipline au Québec pour l'enrichissement tranquille de la classe dirigeante?

Il est permis de le penser... et de ressasser quelques récents souvenirs de l'époque Duplessis où la paix régnait et attirait un nombre toujours croissant d'investissements américains. A cette époque les chômeurs québécois priaient Notre-Dame-du-Cap; aujourd'hui, ils se révoltent et échangent leurs chapelets pour des armes plus efficaces. Il vaut mieux faire souffrir l'Expo des requins de la finance que de crever de faim. La **paix sociale,** M. Lesage, c'est celle du plein emploi, de la sécurité, de l'éducation gratuite et laïque, c'est celle qui vient **après** l'abolition des **inégalités sociales.** ■

3

M. Arsenault et l'information objective

par michel tremblay

Le ministre des grandes déclarations, Bona de son prénom, prenait récemment position sur un problème qui le regarde sans doute profondément : le conflit entre la direction du quotidien **La Presse** et ses journalistes.

Sauf erreur, **Le Soleil,** de Québec,

fut le seul journal à reproduire les déclarations du ministre, au lendemain de sa rencontre avec quelques journalistes stagiaires de ce même journal. Personne n'oserait insinuer que le coup fut monté par la direction du quotidien québécois et le secrétaire de la province, bien qu'on se demande un peu pourquoi des journalistes stagiaires (du **Soleil**) iraient interroger Bona Arsenault (entre nous !) sur sa conception du journalisme.

Quoi qu'il en soit, notre brillant ministre accorde son appui à la direction du journal **La Presse**, dans le conflit qu'elle s'est créé avec les journalistes à son emploi. La thèse de M. Arsenault ? Certains journalistes de **La Presse** sont plus empressés de faire passer leurs idées dans un compte rendu qu'à exposer les faits et les déclarations. Ceux-là informent le public tendancieusement, ils ne sont pas objectifs. Tout au long de son entretien avec les stagiaires, le grand sceau de la province a insisté sur la nécessité d'une information objective. Il s'est bien gardé de définir l'information objective, mais pour démontrer que certains journalistes de **La Presse** ne sont pas objectifs, le ministre a donné un exemple à ses visiteurs.

Il a montré aux stagiaires qui l'entouraient, un article découpé dans **La Presse**, et qui s'intitulait : "Bona Arsenault sur le chemin de la déchéance politique". "C'est à la suite de telles campagnes malsaines, a-t-il dit, que j'ai quitté le ministère des terres et forêts pour devenir secrétaire de la province". M. Arsenault n'a rien vu là-dedans que de l'information tendancieuse. Il ne s'est pas demandé si ce titre pouvait signifier au contraire que le journaliste était bien informé, et qu'il pouvait prédire, en termes fort honnêtes, le limogeage de M. Arsenault.

A la décharge du secrétaire de la province, il faut cependant reconnaître qu'il a le sens de l'humour, à moins qu'il n'ait vraiment pas de suite dans les idées. Après avoir ainsi péroré sur l'objectivité de l'information, M. Arsenault n'a pas l'impression de se contredire en affirmant ensuite que "le journalisme est une entreprise financière comme n'importe quelle autre ; il ne faut pas se le cacher. C'est pourquoi j'estime qu'avant n'importe quoi, ce sont les propriétaires et les administrateurs de l'entreprise qui doivent décider de l'orientation à donner à leur industrie, en accord avec les éditorialistes".

Monsieur Bona est en faveur de l'information objective, c'est entendu. Selon le secrétaire de la province, l'orientation que les propriétaires de journaux peuvent donner à l'information ne fera pas violence à l'objectivité, à condition sans doute que cette orientation de la nouvelle fasse voir les gens au pouvoir sous leur meilleur jour.

Le quotidien **La Presse** ne répondant pas — à cause de certains journalistes — à la conception que M. Arsenault se fait de l'objectivité, il fallait tout de même se ménager quelques avenues dans le quotidien québécois. "Je suis d'avis, dit le ministre, que les autorités du **Soleil** et de l'**Evénement** ont su établir ce dialogue et conserver ainsi à leurs journaux une pensée équilibrée, sérieuse, sobre et objective, en dépit des courants et des remous qui agitent les temps actuels".

Mais le ministre ne sait probablement pas comment se fait le dialogue au quotidien de la rue de la Couronne, ni comment on procède pour donner à l'information son caractère de sobriété et d'objectivité. Nous allons le lui apprendre.

Il y a quelque temps, le gérant de la rédaction du grand quotidien québécois adressait une note de service (c'est le dialogue) au chef des nouvelles du service de nuit. La note, que je cite de mémoire, disait essentiellement ce qui suit :

La direction du journal a adopté comme politique de ne pas accorder d'importance au R.I.N., au mouvement laïc de langue française, aux déclarations de l'abbé O'Neil. En conséquence, nous vous prions d'adopter, dans les cas qui précèdent, l'attitude suivante : 1) renvoyer aux pages intérieures ; 2) éviter les titres flamboyants, et 3) faire très court.

Serait-ce le genre d'objectivité que l'ex-ministre de la "pitoune" souhaite voir se répandre dans tous les journaux de la province ? Je doute qu'une telle objectivité plaise à ce public-lecteur, que le ministre veut protéger de son aile rétrograde ... ■

4

L'A.G.E.U.M. entre deux chaises

par charles gagnon

L'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal a tenu son congrès annuel du 20 au 23 août dernier. (Comme à l'accoutumée, le "congrès" consistait en une assemblée régulière du conseil de l'A.G.E.U.M. d'une durée extraordinaire de quatre jours. A ces assemblées, ont droit de vote : les membres de l'exécutif, les présidents de faculté et les délégués de faculté, le cas échéant ; les directeurs de Comité ont droit de parole seulement.)

Quatre jours de révolution . . . tranquille, ce "congrès" ! Aux prises avec un ordre du jour surchargé, parfois perdus dans des textes de résolutions, pour dire le moins ambigus, les "congressistes" ont combattu vaillamment, s'attaquant aux symboles plutôt qu'aux réalités. Pourvus d'une évidente bonne volonté, la plupart des participants ont malheureusement voté des résolutions dont la "logique révolutionnaire" ne me semble pas très rigoureuse.

Au compte de la bonne volonté manifeste de l'A.G.E.U.M., on peut porter la résolution concernant le problème du chômage au Québec, par laquelle l'Association demande au gouvernement de considérer cette question comme sa première priorité, et cette autre recommandant au gouvernement (du Québec toujours) d'organiser des camps de travail étudiants dans les régions défavorisées : des étudiants spécialement formés et sous la direction de spécialistes passeraient leurs vacances à donner des cours aux adultes, à collaborer à l'utilisation de nouvelles techniques, etc. . . .

La bonne volonté ne suffit cependant pas. Une plus grande lucidité convaincrait davantage. Car il est bien évident, entre autres, que le chômage, au Québec comme ailleurs, n'est qu'un symptôme, le symptôme d'une économie mal organisée. Ceci admis, ce n'est pas le gouvernement Lesage qu'il faut prier de faire disparaître le chômage (peut-il vraiment faire quelque chose ?), (1) ce sont les structures économiques qu'il faut dénoncer; l'A.G.E.U.M. s'en est bien gardé.

L'A.G.E.U.M. préfère s'attaquer aux symboles, à grand renfort de publicité de la part de Radio-Canada. Le sommet de la naïveté a été atteint dimanche après-midi, le dernier jour du "congrès", alors que l'Association s'est mise à l'étude d'une résolution demandant (je cite le texte original "arrangé" par la suite) un prochain recteur qui "ait une vue d'ensemble de l'évolution de l'Université et de la nation, (qui) soit un penseur, un homme qui a des idées (sic) [...]; qu'il ait une grande ouverture d'esprit, qu'il soit un homme ouvert aux problèmes qui confrontent la nation à l'heure actuelle (on y tient !) ; qu'il soit laïc ; qu'il soit compétent et dispo-

nible, qu'il puisse agir avec liberté et autorité."

A lire cette résolution, un observateur naïf s'est demandé si l'Université ne se proposait pas, en cachette, de nommer une religieuse complètement idiote au poste de recteur. Mais l'A.G.E.U.M. a bien droit à ses exigences : elle veut un homme qui a des idées et laïc !

Ce qui agace dans tout ceci, c'est qu'on ne touche pas au fond du problème ; on ne s'en prend même pas à un symptôme, mais à un symbole ! (comme les députés et leur drapeau, comme les membres du R.I.N. et leurs menaces contre la reine). Si l'Université de Montréal a, depuis sa fondation, un recteur clerc, beaucoup d'administrateurs **clercs, tout** autant de professeurs clercs, c'est qu'elle est une université confessionnelle, régie par une charte pontificale (antérieure à la civile), qu'en définitive elle évolue dans le "giron" de **l'institution la plus centralisatrice au monde, la Curie romaine.** De ceci, l'A.G.E.U.M., **syndicat non-confessionnel,** (2) s'est bien gardée de faire état.

Si les allégations de l'A.G.E.U.M. quant à sa neutralité, quant à son désir d'obtenir l'accessibilité générale à l'éducation (ce qui suppose la disparition des "fiefs confessionnels") sont plus que des paroles, elle ne pouvait réclamer ni plus ni moins qu'une université d'Etat, neutre il va de soi, dans une ville où il n'y a qu'**une** université de langue française.

Il semble bien, à tout considérer, que l'A.G.E.U.M. ait choisi de composer avec l'ordre établi ; l'habile cour que fait à ses membres en vue le présent gouvernement y est peut-être pour quelque chose. On la verrait mieux collaborant davantage avec ses partenaires, les syndicats ouvriers, si conservateurs puissent-ils être.

A l'heure qu'il est, l'A.G.E.U.M. propose des mesures visant le bien-être de tous les citoyens, en oubliant qu'elle s'adresse à des institutions organisées en vue du profit de quelques-uns. On ne peut rester indéfiniment entre deux chaises... ■

---

(1) A une conférence de presse télédiffusée par Radio-Canada, dimanche le 13 septembre, monsieur Pearson déclarait en substance que l'économie du Canada va on ne peut mieux et ajoutait, en passant, comme pour faire plaisir à tout le monde, qu'il y avait du chômage dans certaines régions, problème marginal dont on s'occupait à Ottawa. C'est sur ce genre de gouvernement qu'on compte pour régler le problème? Faites-moi rire!

(2) Pour le prouver, signalons une résolution, adoptée à une assemblée ultérieure, par laquelle l'A.G.E.U.M. s'engage à combler le déficit de la marche des étudiants à St-Benoît-du-Lac, jusqu'à concurrence de $150.00. On est neutre à l'A.G.E.U.M., que diable!

Le congrès de F.A.G.E.C.C.Q.: le "play-land" des forces réactionnaires

par luc benoit

De tous les congrès d'étudiants, celui de F.A.G.E.C.C.Q. apparaît comme le plus véreux et le plus pourri.

Lorsqu'on offre à un délégué, qui vient à F.A.G.E.C.C.Q. pour la seconde fois, le poste de président,

Lorsqu'on promet à ce même délégué, une automobile, des bourses, de l'argent de poche, un salaire, pour qu'il accepte de se présenter,

Lorsqu'on fait courir des rumeurs dans l'assemblée pour dire que la candidate à la présidence est une putain, et qu'elle "couche",

Lorsque le vice-président, Jean-Guy St-Martin, tente de faire passer des amendements qui ont déjà été refusés aux réunions du conseil, en se faisant poser des questions par des délégués achetés à l'avance,

Lorsque ce même Jean-Guy St-Martin menace de faire dissoudre le congrès, parce qu'il n'a pas voté par écrit,

Lorsque ce même Jean-Guy St-Martin est l'un de ceux qui offrent une automobile et des bourses à un candidat à la présidence, qui ne s'avère "pas trop" de gauche.

Lorsque Marc Johnson, délégué de Brébeuf, le fils de Daniel, fait la cabale, pendant le dîner, afin que l'assemblée refuse en bloc la politique du congrès,

Lorsque Richard Mongeau, délégué du Mont Saint-Louis, refuse la gratuité scolaire, appuyé en cela par Marc Johnson, prétextant que ce n'est pas le meilleur moyen d'assurer l'accessibilité générale à l'enseignement,

Lorsque Marc Johnson tente de convaincre l'assemblée qu'on doit faire un vote de blâme à l'ancien président, parce qu'il s'est prononcé en faveur de la nationalisation des collèges classiques,

Lorsque Niquette Delage, déléguée du collège de Westmount, se dit carrément opposée à la montée à Québec, d'avril dernier, et tente de le faire publier dans le journal de F.A.G.E.C.C.Q., en se gardant bien d'en parler au président d'alors,

Lorsque Jean-Pierre Mongeau (le fiancé de Niquette Delage), ex-président du comité provisoire de F.A.G.E.C.C.Q., tente de sauver l'assemblée du syndicalisme étudiant, en faisant une intervention, demandée par Marc Johnson, et Richard Mongeau, son frère,

Lorsque Jean-Pierre Mongeau doit faire ses études universitaires à McGill, parce qu'il s'est opposé à la politique syndicale de l'A.G.E.U.M., et que ses ambitions politiques le portent vers d'autres cieux, ceux du monde libre anglo-saxon,

Lorsqu'un délégué, directeur d'une région de F.A.G.E.C.C.Q., refuse de se prononcer sur l'"Affaire du séminaire Ste-Thérèse", alléguant le manque d'information, alors que les journaux en ont été remplis pendant des mois, et que là même, à l'assemblée, derrière lui, se trouve réunie toute la documentation à ce sujet,

Lorsqu'une déléguée dit qu'elle s'abstiendra de voter sur la régionalisation de l'enseignement, parce que d'abord son collège est un de ceux en voie de régionalisation, et que les autorités ne connaissent pas encore toutes les conséquences "néfastes" d'un tel plan,

Lorsque . . .

Véreux et pourri, identique aux plus beaux jours de l'Union Nationale, le congrès de F.A.G.E.C.C.Q. reflète directement l'atmosphère des institutions où ces étudiants vivent "leurs plus beaux jours".

Demandez donc à des étudiants, fils de Daniel Johnson, et du financier Mongeau, de se prononcer sur la gratuité scolaire, quand ils ignorent tout de ce qu'est la justice sociale, et qu'ils se "parfont" dans les collèges d'Outremont et de Westmount. Demandez donc à des étudiants, qui ont toujours appris à se conformer aux directives d'en haut, de mettre de l'avant une politique scolaire, ou même d'en approuver une déjà existante, quand on les a toujours cultivés en dehors de ces terrains "vaseux". Demandez donc à des étudiants de partager leur banc d'école avec des fils d'ouvriers, alors qu'on les forge à coups "d'élite de demain" et "de profession libérale" à diriger la société.

Les étudiants de F.A.G.E.C.C.Q. ne reflètent que bêtement le milieu dans lequel ils pataugent : milieu bourgeois, comme l'église, d'accord en principe, non, en pratique, milieu qui a fondamentalement peur des journalistes, de la mauvaise presse, de la mauvaise réputation, de la mauvaise propagande, milieu

essentiellement réactionnaire, qui est contre tout, sauf le statu quo, qui n'a aucune solution de rechange, sinon le conservatisme des privilèges acquis.

Le bourgeois, passe encore ; mais l'Union Nationale, je refuse . . .

Il fallait voir Marc Johnson, au club Renaissance, s'efforcer de convaincre les délégués de rejeter en bloc la politique proposée au congrès, de noyauter, dans la chambre de son père, au Château Frontenac, pardon, la "suite" de l'honorable Daniel Johnson, deux ou trois candidats possibles, faire miroiter les pots-de-vin, parce qu'il faut dire que, pour la circonstance, le père Daniel, avait prêté à son fils, toutes ses armes de bataille : la peur de l'Etat, le rôle du clergé, les "réformettes", le patronnage . . .

Vraiment, l'Union Nationale aurait avantage à changer de fil blanc, et les étudiants à se donner de vrais leaders. ■

Goldwater ou le retour à la grande noirceur

par wilfrid legendre

Avec le "choix" du sénateur Barry Goldwater comme candidat républicain à la présidence et peut-être — sait-on jamais? — sa victoire sur Lyndon B. Johnson avant la naissance de 1965, c'est en quelque sorte au phénomène caouettiste à l'échelle d'une nation de 180 millions d'habitants que nous sommes en train d'assister.

Qu'il devienne ou non président des U.S.A., une chose est aussi certaine qu'inquiétante: Goldwater suscite chez nous, au Québec, de solides sympathies. Mais ne fallait-il pas s'y attendre?

Son investiture à la candidature républicaine, oeuvre du G.O.P., était à peine connue que, déjà, Réal Caouette, à Ottawa, s'empressait de publier un communiqué pour en faire l'éloge. **Le Devoir** écrivait, le 17 juillet: "M. Réal Caouette estime que "l'élection de M. Goldwater permettra aux Américains de dire s'ils accordent une plus grande confiance à des politiques émanant du peuple et à des représentants du peuple ou s'ils veulent être de plus en plus soumis à des directives et à des politiques enfantées par des bureaucrates.

"M. Caouette ajoute que le peuple américain sera en mesure de faire un choix véritable entre deux courants d'idées politiques vraiment distincts lors de l'élection de novembre prochain.

"Les Américains seront en mesure de dire **s'ils favorisent le système d'entreprise libre ou s'ils préfèrent la voie du socialisme d'Etat."**

Voilà un langage que Goldwater lui-même ne répudierait pas, au contraire! Mais les sympathies vont plus loin. Le 17 juillet, Lucien Langlois, dans un éditorial de **Montréal-Matin,** malgré de prudents détours, finit par montrer le bout de la patte en commençant tout de go: "Et qui nous dit que le sénateur Goldwater ne sera pas le futur président des Etats-Unis? Trop de gens, trop de journaux sont ligués contre lui, il est trop calomnié ou tout simplement montré sous son plus mauvais jour: l'électorat américain réagira."

Un peu plus loin, parlant du peuple américain, il affirme joyeusement: ..."Ils veulent un retour à la simplicité, aux situations nettes. Et à leurs yeux, Goldwater représente cet idéal,

même si sa jeune gloire (sic) est entachée par les extrémistes qui se sont attelés, **sans qu'on les y invite,** à son char."

Chez les Canadiens anglais, ça ne va guère mieux, comme le signalait Jean-Pierre Fournier dans **Le Devoir** du 17-7: "En Chambre, un conservateur, Wallace Nesbitt (qui occupe le poste de secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures dans le cabinet-fantôme tory), est allé plus loin encore. Rappelant un commentaire qui avait été donné en matinée sur les ondes de Radio-Canada par Val Sears, journaliste du **Star** de Toronto, il a demandé **que soient interdits, d'ici la fin de la campagne présidentielle, les commentaires défavorables à Goldwater."**

Que ne ferait-on pas au nom de l'anticommunisme! Car il s'agit bien de cela. On dit: "Regardez nos voisins. Ils ont compris, eux! Ils choisissent Goldwater pour que celui-ci tienne tête, sur tous les fronts, aux tenants du marxisme."

Nouvelle chasse aux sorcières?

Au fond, tout cela ne serait que broutilles et brins d'herbe si, d'une part Goldwater ne menaçait, élu ou non, la paix du monde et si, d'autre part, **il ne donnait l'exemple à toute une lignée d'individus qui, au Québec, ne demandent qu'à relever la tête et à sortir de l'ombre pour, au nom de l'indépendance, des "deux Etats associés", voire même, dans certains cas, sous la bannière (britannique) du fédéralisme coopératif, nous flanquer de jolies structures corporatistes et antisociales (antisyndicales, plus exactement) qui feront le bonheur des financiers et autres requins bien en place.**

Car, aux Etats-Unis comme au Québec, les "goldwateristes", imitant feu McCarthy, veulent relancer une chasse aux sorcières dans l'unique but de **contrecarrer un meilleur contrôle de l'Etat dans les domaines économiques et sociaux.** En effet, ce n'est certes pas le petit nombre de communistes, ni même de "gauchistes démocrates" américains qui peuvent menacer l'Amérique. Et c'est la même chose au Québec. Ils contribuent seulement, dans la faible mesure de leurs moyens, à mettre les politiciens en face de leurs responsabilités véritables, en exigeant que l'Etat intervienne là où il doit le faire: face au chômage, face à l'automation, face aux mesures sociales élémentaires qui tardent à venir. Mais ils ne cherchent pas, en pratique, à changer les structures de l'Etat. Ils seraient bien en peine, pour l'heure, de le faire.

Donc, parce que l'Etat est bien obligé d'intervenir pour donner quelques miettes aux travailleurs, par suite de la misère croissante (même si c'est parfois une "misère dorée") et des bouleversements socio-économiques apportés, notamment, par l'automation — laquelle a été accélérée par l'effort de guerre américain —, l'extrême-droite crie au communisme et à l'étatisme pour freiner le mouvement.

De plus, le phénomène Goldwater fait nettement écho à la vague réactionnaire et néo-fasciste qui souffle un peu partout sur le "monde libre". Ex-colonel de l'U.S.A.F. et cow-boy digne des meilleurs "westerns", Goldwater est bien fait pour rénover l'antique loi du plus fort qui, au nom de la "free enterprise", a permis, surtout dans le Sud et l'Ouest des Etats-Unis, à des personnages d'un puritanisme suspect, de se tailler de véritables empires au détriment des "petits". Sa conception du monde moderne est simpliste et ses solutions tout aussi simplistes (pour les besoins de la cause car, en vérité, il est loin d'être un imbécile). Il a compris que bon nombre d'Américains s'interrogent sur l'avenir de leur pays dont la puissance, basée sur l'argent, le "protectorat" à l'étranger — forme américaine de colonialisme—est de plus en plus battue en brêche. Pour les rassurer, il veut les ramener 150 en arrière: "Nous sommes les plus forts. Si les Noirs s'agitent trop, mattraquons-les. Si le monde commence à nous rejeter, si les communistes montrent les dents, servons-nous de nos armes — y compris la bombe nucléaire."

Et le président Johnson, dans ses décisions intérieures et extérieures, est bien obligé de tenir compte de l'optique de l'extrême-droite. S'il est réélu, il continuera fort probablement d'en tenir compte. C'est à un réalignement vers la droite que la Maison Blanche est poussée, quel qu'en soit, après les élections présidentielles, l'occupant.

En attendant, le Canada subit les remous de ce réalignement — ou en profite. Même si notre pays commerce à l'occasion avec la Chine, l'URSS ou Cuba (comme le fait l'Europe néo-capitaliste), à Ottawa et à Québec on n'en continue pas moins de noyer les problèmes fondamentaux en suscitant les mythes les plus farfelus. Après avoir vendu du blé à la Chine ("geste humanitaire"!) Pearson, s'adressant aux représentants des pays de l'O.T.A.N. réunis à Ottawa, en appelle presque à une guerre sainte contre les dirigeants de Pékin...

Il est édifiant de voir comment Goldwater a réussi à s'imposer auprès du G.O.P. car son jeu fait singulièrement penser, entre autres, à celui qui a si bien réussi à Caouette. D'ailleurs, comme les créditistes, il s'en prend aux "grands financiers" de l'Est (favorable aux démocrates); comme eux il joue non seulement sur l'autonomie des Etats fédérés vis-à-vis de Washington, mais il dénonce l'emprise étatique; enfin, à leur instar, il ne dédaigne pas d'haranguer les chômeurs, les pauvres du Sud en les dressant habilement contre les Noirs.

Ainsi, la convention républicaine de San Francisco (comme les dernières élections fédérales pour les créditistes) a montré qu'on avait largement sous-es-

timé l'influence de la droite radicale au sein du parti républicain. L'efficacité et la discipline quasi militaires (Goldwater, on l'a dit, est colonel-aviateur dans l'U.S.A.F.) des membres du service d'ordre qui contrôlaient l'accès à toutes les salles du congrès ont frappé les observateurs.

"Vous êtes le sel de la terre"!

Comme le note Boris Kiddel, "à San Francisco, c'était une atmosphère de ferveur quasi religieuse qui dominait. Les premières paroles prononcées par un goldwatériste donnèrent rapidement une idée de tout le climat de cette convention. **"Vous êtes le sel de la terre, dit le sénateur Car Curtis, du Nebraska, vous êtes l'espoir de l'humanité."** (1)

"Ce qui s'est passé à San Francisco, note Kiddel, c'est la main-mise brutale d'un groupe parfaitement organisé d'extrémistes de droite sur le parti républicain. Les idées de Goldwater, rangées il y a seulement quelques mois dans les extravagances de la politique américaine, sont devenues la politique officielle du parti républicain." (1)

A telle enseigne, d'ailleurs, que Rockefeller, à cette convention, fut contraint au silence par les huées et les cris des goldwatéristes répartis aux endroits stratégiques et massés dans les galeries.

Il faut bien dire que les "modérés" républicains avaient couru après. Les gens de l'Est contrôlaient le parti depuis 25 ans. Ils restèrent convaincus qu'un "sauvage" comme Barry ne pourrait jamais gagner la candidature officielle.

"Ils ont fermé les yeux sur la campagne obstinée, quoique discrète, qu'il a menée depuis 1960. Aucune ville n'était trop éloignée ou trop petite pour les réunions républicaines de Goldwater. **Tandis que les leaders modérés aux noms illustres demeuraient invisibles, Goldwater sillonait le pays.** En 1961, il fit 225 discours et, en quatre ans, il enrichit les fonds du parti de six millions de dollars.

"Peu à peu, ses partisans réussissaient à prendre les leviers de commande des organisations locales et bientôt celles des Etats. Lorsque les modérés furent, assez brutalement, confrontés au danger, il était trop tard. Le cas du gouvernement du Kansas, John Anderson, exclus de la délégation à la Convention parce qu'il refusait d'appuyer la nomination de Goldwater, est une exemple probant..." (1).

Pour Caouette, aucune ville, aucun village n'étaient trop petits non plus. Lui aussi prépara sa campagne avec opiniâtreté, presque dans l'ombre. On a vu le résultat de ses efforts aux élections. Toutefois, la comparaison ne peut guère s'étendre plus loin : Caouette a eu le vote de nombreux ouvriers et paysans de province par une "escroquerie politique" en laissant croire qu'il était "révolutionnaire" alors qu'il est profondément réactionnaire. Ces gens votèrent pour lui, croyant ainsi rendre publiques leurs protestations et leurs exigences pour un changement radical.

Il ne semble pas que les supporteurs du sénateur de l'Arizona soient leurés de la sorte. Même le plus pitoyable des ouvriers du Sud qui votera pour lui le fera, non pour protester contre l'ordre social actuel, mais bien davantage pour le garder. Soit par haine du Noir, soit, surtout, pour continuer à garder cette supériorité dans la misère qu'il a généralement sur le Noir.

Les méthodes de Duplessis...

La machine électorale de Goldwater fait également penser à celle de l'Union nationale, du temps de Duplessis. Ainsi, au congrès de 1964 du parti républicain, qui se tient à Fresno, tout se déroula de la manière le plus antidémocratique qui soit : **alors qu'on ne comptait que 569 délégués officiels . . . il y eut 600 suffrages exprimés lors du vote. Des fiers à bras forçaient, en effet, des gens qui n'étaient pas délégués à voter !** Pas question que les modérés puissent se faire entendre en utilisant les haut-parleurs.

C'est un fait connu que le sénateur de l'Arizona va chercher son appui auprès des extrémistes les plus connus, comme ceux de la **John Birch Society.** Ces gens-là sont bien organisés : des librairies se spécialisent dans la diffusion de leurs idées et ils sont encore plus actifs à la radio et à la télévision puisque **plus de 6,500 programmes par semaine propageant leur idéologie sont diffusés par 1,300 postes.** Coût annuel : **plus de 20 millions de dollars !**

Où le sénateur de l'Arizona et sa clique vont-ils chercher cet argent ? Un fait ne laisse pas d'inquiéter. On a beaucoup vu, dans les coulisses de la convention de San Francisco, le milliardaire texan H. L. Hunt, qui passe pour être l'homme le plus riche des Etats-Unis. Et il n'a pas caché qu'il tenait la victoire (à l'investiture) de Goldwater pour "un tournant capital de l'histoire américaine". (1)

Il n'est pas besoin d'insister sur les conceptions politiques de Goldwater, elles ont été largement exposés ailleurs. Remarquons, toutefois, qu'il manie avec une égale dextérité le goupillon et les menaces. C'est au nom de Dieu qu'il veut remettre sur pied la chasse aux communistes. Mais c'est au nom d'intérêts bien matériels qu'il s'en prend aux syndicats : "Ces syndicats dont il faut modérer l'emprise sur les travailleurs. M. Goldwater compare l'adhésion à un syndicat à un don à la Croix-Rouge : c'est une bonne chose, mais nul ne doit en faire une obligation." (2)

Pareille chanson, on l'entend aussi au Québec ! Il faut d'ailleurs souligner que, hasard ou

non, les conflits syndicaux (aux Etats-Unis et chez nous) et, surtout, les contre-grèves patronales sont montés en flèche, parallèlement à l'essor politique du sénateur de l'Arizona. Au fond, son ascension correspond à un désir de statu quo, voire de retour en arrière, de la plupart des financiers conservateurs.

Mais il n'est pas dit qu'en cas d'élection de M. "Goutte d'Or" à la présidence, l'Amérique connaîtra un nouvel âge d'or. Les agitations sociales et les émeutes raciales actuelles ne sont rien en comparaison de ce qui pourra éclater alors. Si un jour les Etats-Unis doivent gauchir quelque peu leur politique intérieure, ce sera fort probablement aux Noirs qu'il faudra en créditer la victoire.

Enfin, si l'extrême-droite gagne du terrain chez nos voisins du Sud c'est parce que, à l'instar de leurs coréligionnaires canadiens, les hommes publics "libéraux" ont refusé de prendre leurs responsabilités. Plutôt que d'essayer de faire comprendre au peuple la complexité des problèmes actuels et, singulièrement, de commencer à ébaucher des solutions durables, ils ont préféré s'attarder sur des mythes (comme, à Ottawa, le drapeau).

Pendant ce temps, Goldwater pratique, avec une rare assurance, ce jeu de la question simpliste, de l'affirmation globale, de la solution-tiroir, qui apporte à une opinion fatiguée et inquiète l'apparence de lumière après laquelle elle soupire.

"Les problèmes les plus compliqués trouvent sur ses lèvres une explication simple, qui a l'incontestable avantage tactique de la franchise apparente. La guerre froide dure toujours? C'est parce que nous avons peur, vient-il de répéter à San Francisco, d'employer le mot "communisme" pour décrire la source de tous nos maux." Les affaires sont difficiles? C'est parce que l'Etat est trop empêtré dans la vie économique des particuliers et des sociétés privés. La lutte raciale s'aggrave? C'est parce que le gouvernement central se mêle de ce qui ne le regarde pas.

"Chacune de ces réponses trahit, si on l'analyse avec soin, une fuite devant la réalité. Tout, aujourd'hui, est plus complexe, plus délicat que ne veut le croire la vieille orthodoxie traditionnelle." (3)

Les "goldwatéristes" canadiens...

On l'a dit, Goldwater menace gravement la paix mondiale; maintenant par le jeu de pressions que sa clique exerce sur l'opinion publique américaine, donc, finalement, sur la Maison Blanche (le récent coup d'Etat raté, au Vietnam, à cause des pressions américaines indues, en est un exemple, comme l'est aussi l'intervention militaire américaine en faveur de Tschombé, l'assassin de Patrice Lumumba); bientôt, s'il est élu, avec la politique qu'il entendra faire suivre à l'Amérique . . . qui ne demande peut-être pas mieux.

Chez nous, en attendant, son succès réveille, comme on l'a vu au début, un fascisme prêt à sauter sur l'occasion. Et si les conservateurs ou les libéraux se montrent (théoriquement) hostiles au goldwatérisme, **c'est davantage pour des raisons de conflits d'intérêts que par conviction politique.**

A Ottawa, on doit, en effet, se demander si l'attitude téméraire de Goldwater ne nuira pas à notre commerce avec les pays communistes, particulièrement avec Cuba et la Chine. Une campagne américaine contre notre "commerce avec l'ennemi" ne pourrait que rendre moins souples les relations du Canada (si chères à M. Pearson) avec les Etats-Unis.

D'autre part, le sénateur de l'Arizona est connu pour ses interventions protectionnistes en matière commerciale: n'a-t-il pas voté contre le "Trade Expansion Act" du président Kennedy? Il tient davantage à la protection des industries de base américaine. Bref, les relations commerciales entre les Etats-Unis et le Canada peuvent se tendre. Ce qui ne sera pas nécessairement, à longue échéance, une mauvaise chose. Mais cela suffit à expliquer l'attitude des non-créditistes envers Goldwater.

Enfin si, devenu président, il nous en laisse la chance, nous pourrions, hélas! avoir l'occasion de nous rendre compte que le phénomène Goldwater risque de nous coûter fort cher. Si les précautions ne sont pas prises dès maintenant, en déclarant une guerre ouverte à l'extrémisme de droite, nous serons un jour pris de court, comme l'ont été les modérés du parti républicain.

Les déclarations de Caouette et celles, aussi ineffables, de Nesbitt, indiquent que nous ne sommes pas à l'abri du facisme, étant donné surtout les heures que le Québec vit actuellement.

---

(1) Boris Kiddel: Les chances de Goldwater, *l'Express* du 23-7-64.
(2) Jacques Decornoy, *Le Monde*.
(3) Claude Ryan, *Le Devoir* du 17-7-64.

La pauvreté nord-américaine

par thomas topor

Dans notre précédent numéro, notre collaborateur Jean Rochefort soulignait la pauvreté dans laquelle vivent aujourd'hui des millions d'Américains, malgré leur appartenance au pays le plus riche du monde (1). A l'heure de Goldwater, les Etats-Unis sont indiscutablement la nation la plus riche du monde, si l'on considère uniquement la production, l'accumulation des richesses matérielles, le produit national brut de 500 milliards de dollars et le fabuleux budget militaire nécessaire au maintien de la supériorité américaine dans le monde. Mais cette richesse et cette puissance extraordinaires ne profitent pas à tout le monde. Quand on essaie de percer l'écran du mythe de l'opulence des masses américaines — mythe dont nous participons largement au Québec —, on découvre l'existence d'une autre Amérique, peuplée celle-là de quelque 50 millions de pauvres inconnus, oubliés, qui vivent sans espoir et dont le sort misérable est masqué par la "moyenne" respectable des statistiques officielles. Le journaliste américain Thomas Topor nous décrit ici quelques-unes des réalités de ce qu'on pourrait appeler la pauvreté nord-américaine, à laquelle n'échappent pas bon nombre de Canadiens et un nombre toujours croissant de Québécois.

Selon les statistiques que l'on prend pour base, on trouve de 36 à 50 millions de pauvres aux Etats-Unis. Les pauvres aux Etats-Unis forment donc 25% de la population.

Ce sont ces 25% qu'un écrivain a appelés "l'Autre Amérique", et ce terme est exact car les pauvres, comme cet auteur le souligne, sont invisibles pour les 75% restants. Sauf au moment de leur brève apparition de Noël, ils n'existent pas. Ils n'existent pas car ils font partie de ce côté laid des choses qu'on dissimule au public.

Quels pauvres? demande l'ouvrier spécialisé. Je n'en vois jamais, dit le gérant de supermarché. Il n'y a en pas ici, déclare la Chambre de Commerce.

S'ils sont pauvres, dit avec perspicacité le politicien bourgeois (et implicitement l'opinion générale), c'est bien de leur faute. Ce sont des entêtés, des chenapans. Si vraiment ils veulent mieux vivre, ils n'ont qu'à travailler. Mais ils aiment mieux recevoir l'allocation-chômage.

L'ancien maire conservateur de Newburg (New York), vite arraché à l'adoration de ses partisans, a lui-même fait voler en éclats ce mythe de la paresse en supprimant la soupe populaire dont les clients étaient, à son avis, trop goulus. Au lieu de se précipiter au travail, ces paresseux invétérés ont préféré lui créer des ennuis en mourant de faim chez eux. Il faut reconnaître qu'il leur eût été difficile de trouver du travail, parce qu'il n'y en avait pas pour eux à Newburg. Et comme ils étaient pauvres, ils n'avaient pas les moyens de parcourir de longues distances pour chercher du boulot.

Il n'est pas rare que les pauvres se tournent vers le crime, et, qu'étant donné leurs faibles compétences, ils finissent par atterrir en prison. Les personnes faisant partie de la catégorie des nantis qui déclarent sereinement qu'une grande partie de la population préfère crever de faim ou aller en prison plutôt que de travailler, sont des gens qui n'ont connu de leur vie ni la faim, ni la prison, ni l'esclavage à vie.

Les pauvres, eux, écopent de tous les côtés. L'incarcération pour dettes est illégale aux Etats-Unis, mais plus de 60% de la population des prisons nord-américaines sont composées de gens qui n'avaient pas de quoi payer leurs traites de fin de mois.

Les enquêteurs les plus scrupuleux n'ont jamais pu découvrir qu'un pourcentage très réduit d'abus dans l'utilisation de l'aide aux économiquement faibles. Ce pourcentage est souvent inférieur à 0.001% et ne dépasse jamais 1.2%. Etant donné le nombre de gens qui truquent leurs déclarations d'impôts, on peut considérer que les pauvres forment la classe la plus honnête des Etats-Unis.

Mais revenons à notre problème essentiel: pourquoi ces millions d'êtres paresseux ne travaillent-ils pas?

Travailler pour rien

D'abord, la plupart d'entre eux travaillent. Malheureusement, il se trouve que ce sont des emplois qui "ne paient pas"!

Par exemple, ils travaillent comme:

1°ouvriers agricoles temporaires; salaire moyen $0.50 l'heure (ce qui, aux Etats-Unis, ne permet pas de vivre);

2°employés dans l'hôtellerie, dans l'alimentation, dans la blanchisserie ou le service hospitalier; salaire moyen de $46 par semaine;

3° travailleurs agricoles fixes, touchant $1,600 par an.

Ceux qui ne travaillent pas:

1° ont dépassé la limite d'âge, et, étant donné la nature de leurs différents emplois antérieurs, ne peuvent bénéficier de la Sécurité Sociale;

2° ont reçu une éducation trop sommaire pour rester employés bien longtemps et, pendant la période d'essai, ils ne sont généralement pas rémunérés;

3° sont des travailleurs très spécialisés (comme les mineurs de Virginie occidentale) qui n'arrivent pas à se reconvertir.

N'importe qui peut consulter les statistiques sur les ouvriers miséreux ou sans travail, au Bureau des Statistiques de la Main-d'Oeuvre de l'A.F.L.-C.I.O. et au Department of Commerce. Il suffit de les demander: malheureusement, personne n'y songe.

Si l'on retire du total de 40 millions de pauvres, les 8 millions de personnes âgées et les 10 millions d'enfants mineurs, il reste 22 millions d'adultes qui, selon toute vraisemblance, sont aptes au travail.

A quel genre de travail?

Ramasseurs d'oranges, balayeurs, cireurs de chaussures, hommes-vestiaires; emplois non couverts par les lois fédérales sur le salaire minimum vital.

Comment arriver à obtenir des emplois stables, lucratifs et qui permettent de monter en grade? Est-ce une question d'éducation? Certes, mais jusqu'à quel point?

Pas de quoi se payer une éducation

Le niveau moyen d'éducation aux Etats-Unis ne cesse de s'élever (ce qui va donner à l'Amérique du Nord les pauvres les plus cultivés du monde). Tandis qu'autrefois un non-professionnel pouvait arriver à s'en tirer avec le certificat d'études, actuellement il faut au moins avoir le bachot.

Mais le problème qui domine tout le reste, c'est que les pauvres n'ont pas de quoi se payer une "éducation", même si elle est gratuite. Ils ne peuvent pas se la payer parce qu'il faut bien qu'ils subsistent entre-temps; et ils ont du mal à subsister tant qu'ils doivent payer les frais multiples qu'exige l'éducation libre de leur progéniture. De plus, si l'on tient compte de l'influence du voisinage sur la qualité de l'établissement scolaire, il y a de fortes

(1) Socialisme et sécession, *Révolution québécoise*, no 1.

chances pour que l'école que doivent fréquenter leurs enfants, soit la pire toute la ville. Car toutes les écoles qui se trouvent dans les quartiers misérables font l'objet d'une ségrégation ayant pour base non pas la race mais l'argent. Et une école où ne vont que les enfants des classes les plus pauvres dégage une atmosphère de désespoir total. Quant aux professeurs, souvent brisés et vaincus par le pessimisme ambiant, ils passent leur temps à faire de la discipline.

Mais dans ce cas, diront les commerçants, les Chambres de Commerce, les politiciens, pourquoi n'essaient-ils pas d'étudier dans les livres, chez eux? Ne comprennent-ils pas qu'ils ne s'en sortiront jamais, s'ils ne font pas d'études?

Eh bien, non! Ils ne comprennent pas ça. Ils ne peuvent pas le comprendre avant que la triste évidence ne les ait convaincus de la nécessité de l'éducation. Et ils ne s'y mettront que lorsque l'expérience leur aura démontré que, sans cela, ils n'échapperont jamais aux mille humiliations, aux mille tourments, et à tous les genres d'exploitation que les citoyens à part entière réservent à ceux qui ne le sont pas.

C'est un fait que les enfants des pauvres, tout comme leurs parents, risquent de tomber malades plus souvent (sans pouvoir payer le médecin); ils sont sujets à une plus grande instabilité professionnelle (sans avoir droit à l'allocation-chômage); ils souffrent de déséquilibres mentaux plus fréquents (sans avoir jamais entendu parler de psychiatres); ils sont en butte à des tracasseries administratives innombrables (sans pouvoir faire valoir leurs droits puisqu'ils les ignorent); ils sont plus exploités que les autres (et ne peuvent pas former un front uni).

Ils seront toujours pauvres

Et le pire de tout, c'est qu'ils seront toujours pauvres. Ils le seront toujours, car l'économie nord-américaine ne peut offrir aucune solution de rechange: ni la charité, ni l'éducation ne peuvent arranger les choses.

Ils seront toujours pauvres car les capitalistes ont intérêt à disposer d'une vaste réserve de main-d'oeuvre bon marché; les politiciens ont intérêt à avoir sous la main un prétexte pour justifier les grosses dépenses; les nantis, eux, ont intérêt à faire des donations aux institutions de bienfaisance afin d'échapper aux impôts.

Naturellement, la société — et les politiciens — soutiendront mordicus qu'une grande partie de ces sommes est dépensée en faveur des pauvres, et qu'actuellement, ceux-ci ont la vie belle. Et ils énumèrent la Sécurité Sociale, les allocations-chômage, l'Aide à l'Enfance Malheureuse, les secours aux économiquement pauvres, et les habitations à loyers modérés.

D'abord, pour ce qui est de la Sécurité Sociale, la plupart des pauvres n'en profitent pas, et, à ceux qui en bénéficient, elle permet tout juste de subsister. (Le gouvernement admet avec candeur que les versements sont insuffisants.) De plus, les assurés sociaux sont généralement trop vieux pour travailler — ils n'ont pas le droit de gagner plus de $1,200 par an — alors qu'ils ont souvent des frais médicaux très élevés. Toutes les personnes âgées ont des frais médicaux très élevés, et les pauvres, à cause de leur état de santé rongé par une vie entière de privations, en ont de plus élevés encore.

Pour bénéficier des allocations-chômage, il faut avoir travaillé pendant une période de temps considérable (considérable pour le travailleur non spécialisé et n'ayant reçu qu'une éducation très sommaire). Les pauvres en sont donc exclus.

Le programme d'Aide à l'Enfance Malheureuse est le data des politiciens et des réformistes. Comme un grand nombre des enfants qui en bénéficient sont illégitimes et de race noire, ses ennemis l'accusent d'être le refuge des dégénérés (ce qui est un moyen de faire payer **aux enfants**, en les laissant mourir de faim, les ébats illégaux de leurs parents). Et qui choisit les enfants bénéficiaires de l'aide? L'administrateur. Mais l'administrateur de l'Aide ne vit pas dans un taudis, il ne mange pas une seule fois par jour, il n'est pas à la recherche d'un travail, il ne va pas en prison pour ivrognerie, il ne se bagarre pas avec dix autres types pour faire sa toilette, il ne vit pas au jour le jour.

Quant à l'aide aux économiquement faibles, elle pose un problème semblable à celui de l'Aide à l'Enfance Malheureuse. Les bénéficiaires la reçoivent faute de pouvoir faire autrement. A New York City, on trouve quelque 300,000 cas insolubles. Personnes âgées, malades, impossibles à caser, et dont le nombre reste constant contre vent et marée. Pendant les récessions, 100,000 autres viennent s'ajouter aux listes. Mais ces chiffres ne représentent que le dessus d'un iceberg; selon une étude de l'Etat de New York, ces 300,000 personnes représentent environ le quart de celles dont la situation justifierait une aide. Pas besoin d'une règle à calcul pour trouver qu'à New York City, 1,200,000 individus sont dénués du strict nécessaire: nourriture, abri, soins médicaux minima.

Cités-taudis

En ce qui concerne le logement, l'horreur de la situation frise l'absurdité. Les pauvres vivent dans des taudis: des taudis meublés ou des cités-taudis. Dans l'un ou l'autre cas, ces taudis forment des ghettos, chacun avec leur école. Les meublés appartiennent à des propriétaires qui rendent les locataires responsables de l'aspect sordide des lieux et leur font payer une chambre $30 par semaine. Malgré de meilleures conditions d'habitation, les cités deviennent de véritables enfers bureaucratiques noyant leurs habitants dans un océan de tracasseries administratives. Proportionnellement, le gouvernement a dépensé beaucoup plus pour les logements destinés aux revenus moyens que pour les logements bon marché.

Voilà donc un aperçu des problèmes qui se posent aux pauvres en Amérique du Nord: il ne s'agit pas d'une poignée de cas sociaux, ni d'un groupe de coquins irréductibles; il s'agit d'un écueil de 40 à 50 millions de pauvres contre lequel bute l'économie du pays. Ils sont, selon l'économiste nord-américain John Galbraith, "structurellement pauvres", et, selon Michael Harrington, "invisibles" (1), ce qui veut dire qu'ils le resteront tant que les structures économiques et politiques du pays demeureront inchangées.

Il est en effet une chose dont les statistiques ne rendent pas compte et qui échappe aux nantis: c'est que les pauvres n'ont aucun espoir. Pour eux, il n'y a pas d'avenir, seulement un morne présent. A quoi sert l'éducation si l'on n'a ni travail ni un chez soi? A quoi sert l'honnêteté si l'on n'est pas récompensé? Les jeunes pauvres échouent dans les gangs et deviennent des "camés"; les pauvres plus âgés commettent des crimes solitaires et se mettent à boire; lorsqu'ils en ont l'âge, tous les pauvres s'adonnent à l'un des plaisirs gratuits de l'humanité: le sexe.

La dernière parade des possédants

Y a-t-il un remède? Y a-t-il un espoir? Peut-on ouvrir un cercueil de l'intérieur? En tout cas, pas en y restant endormi. Lors du boycottage des autobus à Montgomery et de la marche sur Washington, le taux de criminalité a **diminué;** ce qui prouve que les aspirations réelles constituent un remède autrement plus efficace que les sermons moraux.

Malheureusement, la thérapeutique qui permettrait de faire disparaître la pauvreté une fois pour toutes a le don de déplaire aux nantis. Le capitalisme en est incapable, la

(1) Michael Harrington, *The other America*, Penguin, London, 1963.

charité également; les villes, les Etats n'y peuvent rien.

Mais, nous diront les citoyens à part entière, vous préconisez donc le socialisme. Eh bien, si nous vivons sous le règne du crime, c'est parce que, les pauvres, la politique actuelle les laisse tomber.

La pauvreté n'est pas une lèpre morale. La pauvreté, c'est comme l'argent: vous naissez avec, et vous mourrez avec, sauf s'il se produit une révolution.

Accoupler la pauvreté au vice et le confort à la vertu est le dernier retranchement des égoïstes, c'est la dernière parade des possédants devant la marée montante des exploités du monde entier.* ■

---

* Cet article a paru à Paris dans le 7e numéro de la revue *Révolution*.

Cuba
une nation en marche vers le Socialisme

par ernest mandel

Une révolution qui a transformé les casernes en écoles; qui a donné les maisons de luxe des bourgeois aux enfants boursiers du gouvernement ; qui a emmené un million d'adolescents et d'adultes à l'étude ; une révolution qui a supprimé radicalement l'inégalité et la ségrégation raciale, qui a réussi le miracle d'éliminer en trois ans, le chômage et le sous-emploi à la campagne, plaie notoire de toutes les économies sous-développées ; une révolution dont les ministres font la garde devant les bâtiments publics, à leur tour de rôle, comme simples miliciens ; une révolution qui a supprimé à l'armée — qui s'appelle d'ailleurs l'Armée Rebelle ! — tous les grades supérieurs à celui de commandant (la seule armée au monde qui ne compte dans ses rangs ni colonels, ni généraux, ni maréchaux); une révolution qui, suivant le témoignage de ses adversaires aux Etats-Unis, a assuré pour la première fois que tous les enfants mangent à leur faim et aillent à l'école : quel socialiste qui a le coeur accroché au bon endroit pourrait ne pas s'enthousiasmer devant pareille révolution ?

Nous l'avions senti depuis longtemps, d'après les textes et les images qui nous parvenaient de là-bas : la révolution socialiste cubaine constitue aujourd'hui dans le monde le bastion le plus avancé de l'Emancipation du Travail et de l'Homme. Après avoir parcouru Cuba dans tous les sens, pendant sept semaines, cette impression se précise et se confirme davantage : nulle part on ne touche mieux du doigt qu'à Cuba les possibilités immenses de transformation sociale radicale, de libération humaine, que le socialisme peut ouvrir au genre humain.

Un pays sous-développé en marche vers le socialisme

Le problème le plus angoissant de notre époque est celui du sous-développement économique. Selon d'innombrables rapports d'organismes internationaux, chaque année, chaque mois, chaque jour, l'écart entre les pays industrialisés et les pays sous-développés se creuse davantage. Les premiers deviennent de plus en plus riches, les seconds de plus en plus pauvres. Ce gouffre de misère croissante n'engloutit pas quelques peuplades vivant aux confins du monde civilisé : ce sont les deux tiers des habitants du globe qu'il faut placer dans cette catégorie.

Or Cuba démontre — après la Chine, il est vrai, mais de manière infiniment plus frappante et plus visible — que ce sous-développement n'est dû à aucune fatalité géographique, ethnique, raciale ou économique ; que grâce à une révolution sociale, un pays peut s'arracher au sous-développement économique en l'espace de quelques années et entamer une ascension rapide ; et que même avant que des succès économiques décisifs n'aient été obtenus, le mode de vie de la masse de la population peut être radicalement modifié, grâce à un bouleversement

dans l'emploi des ressources existantes.

L'exemple cubain ne vaut pas seulement pour Cuba ; il vaut pour toute l'Amérique latine et, dans certaines limites, pour l'ensemble du Tiers-Monde. Les Cubains en sont conscients. Ils le proclament fièrement, quoi que cela leur en coûte (et cela leur coûte cher, car c'est sans doute là qu'il faut chercher la raison principale de l'hostilité farouche que le gouvernement des Etats-Unis continue à afficher à leur égard). Sur la Place de la Révolution, il y a en permanence une énorme inscription : Vive la révolution latino-américaine ! Le Ministère des Affaires Etrangères est décoré sur toute la largeur de sa façade d'une banderole qui proclame : Vivent les travailleurs de tous les pays ! On ne peut pas parler avec un dirigeant, avec un simple militant de cette révolution, sans s'apercevoir à quel point leur destin semble s'identifier avec celui de la révolution sur tout le continent américain.

Evidemment, la situation de Cuba fut, dès le départ, une situation particulière. En 1958, ce pays avait un des revenus par tête d'habitant les moins bas de toute l'Amérique latine (sans doute venait-il en troisième lieu, immédiatement derrière l'Argentine et l'Uruguay).

Cependant, à y regarder de plus près, cette particularité ne fut pas aussi importante que les chiffres cités le laisseraient supposer. Si le revenu moyen fut plus élevé à Cuba que dans la plupart des pays d'Amérique latine, il fut aussi plus inégalement réparti. Il suffit de comparer le magnifique quartier de la Cinquième Avenue à Marianao, le faubourg "huppé" de La Havane, aux misérables taudis des faubourgs ouvriers de Santiago,—que la Révolution a presque entièrement éliminés depuis lors ! — pour se rendre compte du fait qu'une minorité de 10% de privilégiés ou de semi-privilégiés s'appropriait une grande partie de ce revenu national plus élevé.

En outre, ce revenu plus élevé fut en grande partie le résultat de l'intégration particulière de l'économie cubaine dans l'économie des Etats-Unis, intégration qui fut en fait une subordination totale. C'est dire qu'il avait un caractère paradoxal, qu'il était un obstacle à toute amélioration nouvelle de la situation, à toute rupture décidée avec le sous-développement, à toute industrialisation diversifiée, mais que cette rupture risquait à son tour de se traduire d'abord par une chute plutôt que par un relèvement du revenu moyen.

Aux risques économiques immédiats de la révolution sociale s'est ajouté ensuite le fardeau des représailles américaines : blocus économique total (qui fait que le manque de **pièces détachées** pour machines et matériel de transport américains constitue un des problèmes les plus graves de l'économie cubaine), et agression militaire dont découle la nécessité d'un effort militaire constant à Cuba, qui coûte cher au pays.

Finalement, il faut tenir compte de l'aide des pays du camp soviétique et de la Chine, qui a réussi sans aucun doute à neutraliser en partie les effets de ce blocus, mais dont il est très difficile de chiffrer l'incidence réelle sur **l'économie** cubaine, étant donné le fait qu'elle est en partie aide militaire, et qu'elle est pratiquée en partie à des prix et pour des qualités qui rendent malaisée la comparaison avec la situation d'avant la révolution.

Une véritable révolution sociale

Tout cela fait qu'il est fort difficile de faire le bilan des avantages et des désavantages économiques qui découlent pour Cuba de sa situation particulière, et qu'en gros, son exemple reste fort valable pour le Tiers-Monde. Et le sens de cet exemple peut être résumé dans cette formule: priorité absolue à la solution des problèmes sociaux, en vue d'utiliser la mobilisation des masses dans l'assaut contre le sous-développement !

La révolution sociale ne peut résider principalement dans les textes ou les formules juridiques. Elle doit se traduire par un bouleversement spectaculaire, qui balaye les injustices sociales les plus criantes, qui amène vers le sommet de la société les classes et couches sociales qui avaient été les plus opprimées. Faisant cela, elle acquiert la confiance, le dévouement, l'adhésion totale de millions d'êtres humains, qui seront prêts à lui donner leur enthousiasme, leur travail et leur vie.

C'est en cela que consiste la grandeur de la révolution cubaine, symbolisée par le **becado,** le boursier. Fidel a amené dans les maisons les plus luxueuses de La Havane 80,000 fils et filles de paysans pauvres de province (comme, sur un autre plan, il a donné aux servantes des bourgeois émigrés les voitures de leurs anciens patrons, pour qu'elles puissent maintenant gagner leur vie comme chauffeurs de taxi !) ; il a intégré les ouvriers agricoles saisonniers, qui jadis vivaient toute l'année du salaire de la seule saison des récoltes, dans des **fermes du peuple,** où ils touchent un salaire pendant douze mois. Et le résultat de cette révolution est tangible : la consommation de viande, la consommation de textiles, ont **doublé** par comparaison avec 1958. Or, dans les villes, incontestablement, il y a rationnement et baisse relative de la consommation : on peut s'imaginer aisément, dans ces conditions, combien cette consommation a augmenté à la campagne.

La révolution a radicalement modifié l'habitat, l'habillement, l'alimentation, les soins médicaux, l'enseignement, les loisirs, de la majorité de la nation cubaine : les travailleurs agricoles et paysans pauvres. Elle a ainsi créé un potentiel énorme, dont l'effet a d'abord été visible sur le plan politique et militaire: les milices, l'Armée Rebelle, la foule d'un million de personnes réunies en Assemblée Générale du Peuple Cubain pour acclamer et approuver les Ie et IIe Déclarations de La Havane, ce fut avant tout cette masse de déshérités devenus les maîtres du pays.

Aujourd'hui, il s'agit de puiser dans ce même potentiel les atouts principaux pour progresser par bonds dans le domaine économique.

Les problèmes économiques

L'industrie cubaine est en croissance rapide. Par rapport à la situation d'avant la révolution, l'accroissement annuel de la production industrielle dépasse largement les 10% et se situe sans doute plus près de 15 que de 10% — à condition de ne pas tenir compte de l'industrie du sucre. Pour l'année 1963 le taux d'accroissement par rapport à 1961 est de 27%, et il est plus élevé en industrie légère (30%) qu'en industrie lourde (21%). En 1961, on estimait l'augmentation de la production industrielle (toujours abstraction faite de l'industrie du sucre) à 30% par rapport à 1959.

Certaines branches industrielles ont été créées à partir du néant, ou développées à partir d'éléments embryonnaires. Des branches comme la construction navale, la fabrication d'équipement agricole, d'équipement électrique et les dérivés du cuir, ont connu le développement le plus spectaculaire. L'industrie textile elle-même a doublé sa production par rapport à la situation d'avant la révolution, mais ce développement est dû à l'existence d'une grande capacité non employée avant la révolution.

L'industrie cubaine a dû entreprendre un immense effort technique pour substituer une production nationale à l'importation des Etats-Unis de certains éléments-clé pour l'économie du pays : ainsi les pièces

détachées pour machines de l'industrie sucrière commencent à être fabriquées dans le pays. Un effort du même genre s'impose sur le plan technique. Les Américains avaient créé à Moa l'usine de nickel la plus moderne du monde ; elle fut sur le point de commencer la production lorsqu'éclata la révolution. Les techniciens américains s'en allèrent, emmenant tous les plans de mise en train de l'entreprise. Aujourd'hui, celle-ci fonctionne néanmoins.

Evidemment, un assez grand nombre de techniciens étrangers — surtout venus des pays dits du "camp socialiste" — ont dû remplacer les techniciens qui ont quitté le pays. Mais le gouvernement cherche à leur substituer aussi vite que possible des techniciens cubains. C'est pourquoi il a proclamé la **révolution technique,** qui a transformé les usines cubaines en une vaste école. La formation accélérée de techniciens cubains, notamment par la méthode de l'apprentissage à mi-temps dans des écoles rattachées aux entreprises, ou dans des instituts spéciaux créés à cette fin entraîne des dizaines de milliers de travailleurs jeunes et adultes. Lorsque la moisson de ce formidable effort d'éducation sera mûre, la productivité du travail industriel fera un saut en avant.

Les difficultés dans le domaine agricole

La situation dans l'agriculture est moins brillante, — et elle a des incidences sur la production industrielle dans la mesure où l'industrie sucrière reste évidemment la branche industrielle-clé du pays. C'est pourquoi toutes les données précédentes s'appliquent essentiellement à l'industrie moins la branche sucrière.

Mais lorsqu'on parle des difficultés de l'agriculture cubaine, il est nécessaire de bien circonscrire le sujet: les difficultés **économiques** y sont en grande partie fonction de la **solution des problèmes sociaux.** Deux exemples illustreront cette affirmation. Actuellement, il y a une forte pénurie de main-d'oeuvre pour travailler dans la **zafra,** la récolte de la canne-à-sucre ; celle-ci s'effectue en grande partie à l'aide de travail volontaire, par des ouvriers, des employés et des fonctionnaires mobilisés dans d'autres industries ou dans l'administration publique. L'origine de cette difficulté, c'est précisément la **suppression du sous-emploi à la campagne.** Jadis, la **zafra** fut réalisée en grande partie par des travailleurs saisonniers qui n'avaient pas d'autre emploi. Dans la mesure où le chômage et le sous-emploi ont disparu, les ouvriers agricoles ne s'empressent pas d'effectuer le travail le plus lourd ; et couper la canne-à-sucre en plein soleil est certainement un travail épuisant . . .

Autre exemple : l'agriculture n'est pas rentable ; mais à l'origine de ses pertes se trouve évidemment le fait que la masse de la main-d'oeuvre à la campagne est maintenant payée douze mois par an dans les fermes du peuple, au lieu de ne toucher qu'un salaire sûr pendant trois ou quatre mois, comme ce fut le cas avant la révolution. Comme la production n'a pas augmenté dans la même proportion que les frais salariaux, il y a des pertes importantes...

A côté de ces difficultés structurelles, conséquences inévitables du progrès social réalisé par la révolution, il y a des difficultés dues à des erreurs commises dans le domaine agricole. Ces erreurs sont de deux sortes : erreurs d'orientation et erreurs d'organisation.

Au lendemain de la victoire révolutionnaire, tous les dirigeants étaient convaincus de la nécessité de libérer Cuba du fardeau de la **monoculture,** avec sa double conséquence de **dépendance étroite** des Etats-Unis et d'**instabilité économique permanente.** Mais il y a deux moyens de se libérer de la monoculture : ou bien développer d'autres cultures à côté de la culture de la canne-à-sucre ; ou bien substituer ces cultures à la canne. En partie on a choisi la deuxième voie, et elle fut évidemment erronée. Elle le fut d'autant plus que la hausse du prix du sucre sur le marché mondial crée la possibilité de rassembler un important fonds d'accumulation pour le pays grâce à d'importantes exportations de sucre. L'idée correcte de développer toute une industrie chimique à partir du sucre implique également l'augmentation et non la réduction de la production sucrière.

En outre, la nouvelle organisation de l'agriculture cubaine s'est avérée trop rigide, trop bureaucratique, trop mal dirigée, ce qui a entraîné de mauvais résultats : des récoltes pourrissaient par manque de main-d'oeuvre, alors que dans une ferme voisine la main-d'oeuvre n'était pas occupée productivement à temps plein ; les travailleurs furent tant de fois appelés à effectuer des travaux épuisants qui s'avérèrent inutiles ou sans lendemain, que leur enthousiasme baissa et qu'ils se montrèrent indifférents à l'égard de la production.

Associer les travailleurs à la direction des entreprises

Ces erreurs sont maintenant en voie d'être redressées. La direction agricole est restructurée sur la base de quelque 80 districts **(agrupaciones)** au sein desquels un emploi plus rationnel de la main-d'oeuvre sera possible et qui seront dotés d'une direction plus efficace. Les travailleurs seront également intéressés à la bonne marche de la production, car une partie des bénéfices, excédants ceux du plan, réalisés dans chaque district (ou dans chaque ferme) pourront être répartis parmi eux.

En même temps, Fidel lui-même a donné un vigoureux coup de barre pour que la culture de la canne soit étendue et non pas réduite. Le but est d'arriver à 10 millions de tonnes de sucre en 1970, notamment grâce à une mécanisation assez générale de cette culture. En même temps, on poursuivra l'extension, de l'élevage et de cultures nouvelles (comme le coton) qui est en marche, et on devra veiller à ce qu'il n'y ait pas de chute de la production du café, des légumes et des fruits, importants pour l'alimentation courante du peuple. La culture du tabac, quant à elle, se porte bien.

Le problème fondamental posé par la mésaventure agricole, c'est au fond celui de l'association des producteurs, des travailleurs, à la direction et à l'essor conscients de l'économie. Ce sont surtout les dirigeants de l'industrie qui ont compris que la conscience socialiste constitue le moteur essentiel des progrès de la production, au lendemain de la révolution. C'est pourquoi ils accordent tant d'importance au problème de l'éducation, et espèrent également qu'il sera nécessaire d'associer dans les entreprises, les travailleurs directement à la gestion. Cette question sera sans doute résolue dans un proche avenir, mais la solution réclame une réforme radicale des syndicats, le prestige de ceux-ci ayant fort baissé aux yeux des travailleurs, et beaucoup de dirigeants n'étant ni compétents ni représentatifs.

La bataille pour la rentabilité de l'agriculture, c'est la bataille pour une progression plus rapide du revenu national cubain. Aujourd'hui, paradoxalement, c'est l'industrie qui finance le déficit de l'agriculture ; demain, il faudra que l'agriculture finance une croissance plus rapide de l'industrie et du niveau de vie de la population ouvrière. En même temps, le déficit de la balance

des payements devra être épongé rapidement. Actuellement, il est couvert par l'aide soviétique ; mais il s'agit là d'une situation malsaine qui sera sans doute surmontée dans quelques années.

De nouvelles menaces d'agresssion pèsent sur Cuba

Depuis la défaite du mouvement des masses au Brésil — défaite temporaire, sans doute, mais non moins lourde de conséquences immédiates — la situation internationale de Cuba s'est rapidement aggravée. Lors de son discours pour commémorer le 3e anniversaire de la bataille de Playa Giron, le 19 avril, Fidel Castro a solennellement attiré l'attention du peuple cubain et de l'opinion internationale sur ces nouvelles menaces d'agression qui pèsent sur Cuba. Nous ne croyons pas que le mouvement ouvrier international a réellement pris conscience de ce danger. Aussi est-il nécessaire de rappeler les données essentielles du problème.

Depuis la consolidation de la révolution socialiste à Cuba, c'est-à-dire depuis la défaite contre-révolutionnaire à Playa Giron, l'impérialisme américain poursuit avec obstination le but immédiat d'isoler Cuba en Amérique latine. A cette fin, il a systématiquement contribué au renversement de tous les gouvernements bourgeois "libéraux", "coupables" de maintenir des relations cordiales avec la révolution cubaine: ce fut le sort de Frondizi ; ce fut le sort du président de l'Equateur ; ce fut le sort du président Bosch en République dominicaine. Cette politique anticubaine a rapidement transformé en farce les buts de "l'Alliance pour le Progrès", à savoir la mise en place de gouvernements "réformistes" seuls capables, d'après Kennedy, d'éviter des révolutions. Le cas le plus éclatant fut celui du Vénézuela, où la lutte contre le "castrisme" transforma le régime Betancourt d'un régime "réformiste" en une dictature ultra-réactionnaire.

Au mois de mars dernier, lors d'une réunion à Washington de tous les ambassadeurs américains en Amérique latine, le nouveau sous-secrétaire d'Etat Thomas Mann enterra officiellement le cadavre de "l'Alliance pour le Progrès" ; il proclama que dorénavent, Washington ne fera plus de différence entre des gouvernements "constitutionnels" et des gouvernements dictatoriaux (pourvu qu'ils soient anticubains). Ce fut le feu vert pour le coup d'Etat militaire au Brésil, qui éclata quelques jours plus tard, balayant le président constitutionnel Goulart qui voulut introduire les réformes réclamées par feu "l'Alliance pour le Progrès", "afin d'arrêter les vagues montantes du communisme".

Du blocus et de l'isolement de Cuba...

Le blocus de Cuba a échoué, il est vrai. Mais l'isolement diplomatique de la révolution cubaine sur le continent latino-américain aura de multiples effets nuisibles pour la révolution. Surtout il risque d'être le prélude d'interventions contre-révolutionnaires ouvertes.

Déjà le Vénézuela a déposé devant l'Organisation des Etats Américains une motion condamnant Cuba comme "agresseur" et réclamant l'application de toutes sortes de sanctions, y compris de "sanctions militaires", en cas d'une nouvelle "agression". Actuellement, le gouvernement de ce pays s'efforce de rassembler les voix nécessaires à l'adoption de cette motion à la prochaine séance de l'O.E.A. (1). Au cas où cette motion serait effectivement adoptée, les gouvernements réactionnaires d'Amérique latine pourraient bien constituer une **task force** dans la Mer des Caraïbes, essayer d'isoler commercialement l'île, commencer des attaques de harcèlement et de diversion contre le territoire cubain pour appuyer d'éventuelles tentatives de débarquement contre - révolutionnaires, voire organiser des provocations (des bombardements de bases contre-révolutionnaires au Nicaragua ou en République dominicaine, camouflés comme ayant été effectués par des avions cubains), en vue de déclencher contre Cuba des opérations militaires de plus grande envergure.

Ces attaques de harcèlement placeraient le gouvernement cubain en situation fort délicate. Ou bien il riposte, et dans ce cas l'occasion est offerte à la réaction pour "châtier l'agresseur". Ou bien il ne riposte pas, et alors il doit assister passif à la destruction systématique d'usines, à l'incendie de récoltes, à l'assassinat de miliciens, passivité qui pourrait finalement (c'est du moins l'espoir des adversaires de Fidel) provoquer la lassitude voire la démoralisation dans les rangs de la révolution.

... à la menace d'une intervention américaine

Ces projets contre-révolutionnaires axés sur les régimes réactionnaires d'Amérique latine s'imbriquent dans les projets axés sur les contre-révolutionnaires cubains et sur les Etats-Unies eux-mêmes.

Ainsi que Fidel l'a dénoncé dans son discours du 19 avril, que le gouvernement cubain l'a dénoncé dans une lettre aux Nations Unies et le dénoncera sans doute demain dans une plainte devant la Cour Internationale de La Haye, le gouvernement des Etats-Unis poursuit sans relâche, depuis la crise d'octobre 1962, ses survols quotidiens du territoire cubain, à l'aide d'avions du type U-2 ou d'un type plus moderne.

Ces survols sont parfaitement illégaux. L'affirmation selon laquelle ils sont "indispensables à la sécurité des Etats-Unis" ne tient pas debout ; on sait que les fusées qui restent à Cuba sont toutes de nature défensive. On sait aussi que ce n'est pas Cuba qui "menace" de bombarder les Etats-Unis, mais que ce sont les Etats-Unis qui menacent réellement et ouvertement d'attaquer Cuba. En outre, d'importants documents internationaux, admis par le gouvernement américain, dénoncent précisément l'illégalité de violations de la souveraineté de petites nations, sous prétexte que cette violation est "indispensable à la sécurité" d'un grand voisin. Cuba n'aurait-elle pas beaucoup plus de droits, à ce propos, de survoler le territoire des Etats-Unis pour assurer sa sécurité à elle ?

La politique américaine à l'égard de Cuba est exclusivement fondée sur le droit du plus fort. Cette attitude cynique, qui fait fi du droit international, constitue une provocation permanente envers Cuba ; la révolution cubaine est décidée à ne pas tolérer indéfiniment ces provocations. Elle est obligée d'agir dans ce sens, surtout dans la mesure où ces survols du territoire cubain servent de sources d'information à des entreprises militaires ouvertement préparées par les contre-révolutionnaires à partir du territoire des Etats-Unis (Puerto Rico !) ou de territoires de gouvernements alliés aux Etats-Unis.

Mais toute riposte cubaine dans ce domaine risque de déclencher une réaction furieuse du Pentagone qui, sans prendre la forme ouverte d'une invasion — afin d'éviter une intervention soviétique — pourrait être non moins sanglante et lourde de conséquences : certaines milieux américains jouent avec l'idée de lancer 500 bombardiers U.S.A.F. contre les bases et les villes de Cuba . . .

Le peuple cubain est prêt à supporter seul le choc de pareilles

---

(1) Il est à remarquer que cet article a été écrit avant l'été 1964. N.D.L.R.

agressions. Il est prêt à donner sa vie pour défendre sa révolution. Mais c'est un devoir pour le mouvement ouvrier international de briser toute tentative d'isolement de la révolution cubaine !

La lutte entre Washington et La Havane n'est pas une lutte pour ou contre la "démocratie représentative" ; celui qui pourrait encore en douter, devrait au moins tirer les conclusions des événements du Brésil ! C'est une lutte entre le **statu quo** économique et social, qui implique un demi-esclavage de millions d'habitants de la campagne, qui implique une misère atroce dans des taudis à côté du gaspillage éhonté de richesses par des milliardaires dans des palais de mille-et-une-nuit, et une révolution sociale qui porte en elle tout l'espoir de bonheur et de progrès des plus opprimés parmi les opprimés, des millions d'affamés, des Noirs sans droits, des Indiens bafoués depuis quatre siècles. Dans cette lutte, le devoir de tout socialiste, de tout homme épris de progrès, c'est de prendre partie sans hésitations en faveur de la révolution socialiste cubaine, c'est de défendre cette révolution contre toute intervention étrangère, c'est de manifester à l'égard de cette révolution la même solidarité que nous avions tous manifestés à l'égard du peuple espagnol pendant la guerre civile ■

** Nous remercions le Montreal Fair Play for Cuba Committee de nous avoir autorisé à reproduire ce texte de M. Ernest Mandel.*

Lecteurs !

Certains révolutionnaires n'ont pas encore lu REVOLUTION QUEBECOISE. Nous nous excusons auprès d'eux, puisque, malgré leur bonne volonté, ils n'ont pu en trouver d'exemplaires. L'intérêt des lecteurs nous a empêché de satisfaire à la demande, particulièrement dans la région de Québec, et les Cantons de l'Est. Nous assurons tous ces révolutionnaires de nos efforts en vue d'éviter, les mois prochains, ces insuffisances. Tous les lecteurs et futurs lecteurs, révolutionnaires et futurs révolutionnaires, sont les bienvenus au secrétariat de la revue. Tél.: 739-4373. Les heures de bureau sont les suivantes: de 2 à 5 et de 7 à 10 p.m., du lundi au vendredi inclusivement.

BULLETIN D'ABONNEMENT À

"Révolution Québécoise"

Nom ....

....

Adresse ....

....

S'inscrit pour un abonnement d'un an

☐ **ordinaire : 5 dollars**

☐ **de soutien : 10 dollars**

☐ **étudiant : 3 dollars**

☐ **outre-mer (avion): 10 dollars**

A partir du mois de..

Paiement par ☐ chèque ☐ mandat ☐ comptant

Faire parvenir ce bulletin à

Révolution québécoise

3009 Maplewood, appt. 11, Montréal